

## TORNATA DEL 16 APRILE 1856

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE CAVALIERE BON-COMPAGNI.

SOMMARIO. *Congedo — Presentazione di un progetto di legge del ministro di grazia e giustizia per assegnamenti di aspettativa agli attuari non ancora provvisti d'impiego — Dibattimento intorno all'invio o non, del progetto di legge per il riordinamento giudiziario, alla Giunta che già era nominata — Opinione dei deputati De Viry, Valerio e del ministro di grazia e giustizia — Si rinvia all'esame degli uffizi — Seguìto della discussione sopra la petizione presentata dal municipio di Carmagnola per un sussidio in favore di quel collegio reale — Osservazioni dei deputati Berti, Costa della Torre, Sineo e Valerio in appoggio della medesima — Si oppongono i ministri dell'istruzione pubblica e di grazia e giustizia — Si delibera, sopra la medesima, di passare all'ordine del giorno.*

La seduta è aperta alle ore 4 1/2 pomeridiane.

**CAVALLINI**, segretario, dà lettura del processo verbale della precedente tornata, ed espone il seguente sunto di petizioni:

6119. Dogliotti Giuseppe, notaio alla residenza di Roccaverano, chiede che nella nuova legge sull'ordinamento giudiziario sia almeno fatto dritto ai vice-giudici di mandamento non laureati, di passare ad una segreteria di giudicatura, dopo 2 anni d'esercizio.

6120. Vallauri Giuseppe, notaio segretario della giudicatura mandamentale di S. Germano vercellese, sottopone alla Camera alcune osservazioni intorno al progetto di legge concernente le segreterie delle Corti, dei tribunali e delle giudicature.

### ATTI DIVERSI.

**PRESIDENTE**. Pongo ai voti il processo verbale della tornata antecedente.

(È approvato.)

Il deputato Bottone chiede un congedo di un mese, per motivi di salute.

(È accordato.)

### PROGETTO DI LEGGE CONCERNENTE GLI ATTUARI NON PROVVISI D'IMPIEGO.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Ho l'onore di presentare alla Camera un progetto di legge concernente un assegnamento di aspettativa agli attuari non ancora provvisti d'impiego. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1044.)

**PRESIDENTE**. Si dà atto della presentazione di questo progetto, che sarà stampato e distribuito.

### DELIBERAZIONE RELATIVA AL PROGETTO DI LEGGE PER IL RIORDINAMENTO GIUDIZIARIO.

**PRESIDENTE**. La Camera rammenta che qualche tempo fa il signor guardasigilli depose il progetto di riordinamento giudiziario, chiedendo che l'esame ne fosse rimandato alla Commissione già eletta, e che anzi aveva riferito sul progetto stesso stato presentato l'anno scorso. Si decise allora di so-

spendere ogni deliberazione finchè il nuovo progetto fosse stampato e distribuito. Siccome questa distribuzione seguì già da qualche giorno, pregherei la Camera di voler dare un voto intorno a quella proposta del signor ministro.

**DE VIRY**. Je demande la parole.

L'autre jour, messieurs, lorsque cette question s'est présentée, j'ai demandé que la Chambre ne prit aucune délibération avant que nous eussions connaissance du projet de loi. Je ne voulais pas laisser préjuger la question; mais d'un autre côté, je voulais m'assurer par la lecture attentive du projet, si réellement il n'y avait aucun changement essentiel, comme l'affirmait M. le ministre de la justice, avec celui présenté dans la dernière Session. J'ai donc lu attentivement le projet actuel; et quoiqu'on ait dit qu'il n'y a que quelques légères modifications, j'ai pu cependant me convaincre que ces modifications sont d'une importance assez grave pour que la Chambre doive en ordonner le renvoi dans les bureaux, pour qu'il y subisse la discussion préparatoire, et qu'on procède à la nomination des commissaires. On choisira alors après mûr examen ou les membres de la Commission précédente ou d'autres membres, si on le croira plus opportun, et en agissant ainsi on restera dans la légalité.

Je suis d'autant plus de l'avis du renvoi lorsque je considère qu'il y a à peu près 60 nouveaux membres dans la Chambre, depuis l'époque où le premier projet, dont le rapport avait été fait par notre honorable collègue M. Astengo, nous a été présenté. Il y a donc à peu près un quart des membres de la Chambre qui n'auraient pris aucune part à la discussion, dans les bureaux, de ce projet; ce qui rend indispensable son renvoi dans les bureaux.

Je crois encore cela nécessaire parce que nous savons qu'il manque dans l'ancienne Commission un des membres, M. le député Airenti, que nous avons eu le malheur de perdre, et il faut qu'il soit remplacé par le bureau qui l'avait nommé. Ainsi je soutiens qu'il convient de renvoyer le projet actuel dans les bureaux, non-seulement pour la nomination du nouveau commissaire, mais encore pour l'examen des modifications qu'on a apportées au projet primitif. Ce qui me fait surtout sentir la nécessité de ce renvoi dans les bureaux, c'est que, après avoir bien étudié ce projet de loi, je me suis demandé quel pouvait être le motif qui faisait insister à ce que ce fût la même Commission qui fit le rapport sur ce projet, et, à vrai dire, je n'ai pu imaginer aucune raison vraiment plausible.

Est-ce que vouloir gagner du temps serait un motif suffisant pour laisser de côté toutes les formalités constitutionnelles ?

Probablement on désire faire plus vite ; mais en faisant plus vite, je crains qu'on ne fasse une loi aussi mauvaise que dangereuse. Je crois que, s'il y a deux Commissions qui examinent le projet, il en résultera que, si ces mêmes Commissions sont d'accord entre elles, la Chambre aura une garantie bien positive que le projet est bon et que ces principales dispositions sont acceptables, et nous serons satisfaits de pouvoir voter une loi bien étudiée ; si, au contraire, ces deux Commissions seront en désaccord sur quelques points, alors l'attention des membres de cette Chambre qui prendront part à la discussion publique se fixera sur les points qui auront donné lieu à cette divergence d'opinions et on étudiera à fond ces difficultés, et chacun se présentera complètement préparé à entreprendre une discussion profonde et sérieuse.

En examinant ce projet de loi, j'y ai vu quelques changements qui, selon moi, tiennent à la substance, au fond même du projet. Par exemple, relativement à l'inamovibilité (et ici je prie la Chambre de croire que je ne parle point comme magistrat ; je me place complètement en dehors d'une question de personne, je parle comme député et comme législateur, guidé par les principes d'intérêt général), relativement donc à l'inamovibilité, le premier projet de la Commission faisait mention d'une Commission, pour décider quand il y aurait lieu de provoquer quelques changements parmi les membres de la magistrature inamovible.

Le projet actuel a supprimé complètement cette Commission, et le ministre s'est réservé à lui seul le droit de décider sur ce point, qui est un des plus importants. Car, disons-le, la magistrature inamovible est le seul soutien des intérêts de la nation, de son indépendance vis-à-vis des empiètements du pouvoir.

Si nous détruisons, messieurs, même ce faible frein qu'avait le Ministère dans la création d'une Commission présidée par le premier président de la Cour de cassation, comme l'avait proposé la Commission déjà nommée par la Chambre pour examiner le premier projet ; si, dis-je, nous détruisons ce léger frein, que restera-t-il encore pour maintenir le pouvoir dans les limites de ses attributions ? Rien, absolument rien ; ce sera l'arbitraire le plus complet et le plus absolu que nous accorderons au pouvoir exécutif, qui pourra en profiter, et en profitera sans doute, et avec raison, à son gré. Et ici je prie l'honorable ministre de ne pas croire que je fasse allusion plutôt au Ministère actuel qu'à tout autre ; je parle du pouvoir exécutif en général, et je crois que la nation doit avoir aussi une espèce de sécurité et de garantie relativement aux empiètements que le pouvoir pourrait faire sur ses prérogatives et ses droits.

Or, touchez à l'inamovibilité de la magistrature, et vous verrez ce qu'il en sera de ces garanties. Vouloir supprimer la Commission dont je parle, c'est apporter à l'ancien projet une variation qui tient à son essence même.

Il y a encore un autre changement assez grave dans le projet de loi actuel ; c'est qu'il admet qu'on peut appeler des avocats dans les tribunaux et les Cours d'appel pour compléter le nombre des juges nécessaires pour décider une cause, lorsque par suite de maladie, absence ou autre cause, ce nombre est au-dessous de celui prescrit par la loi. Cette modification est grave, il faut en convenir, dans l'état actuel de notre législation, et il importe d'examiner attentivement s'il convient de l'adopter, et dans quelles limites ces admissions doivent avoir lieu.

Ainsi il me paraît que nous ne pouvons mieux nous éclairer sur ces difficultés qu'en renvoyant le projet à l'examen de la Chambre entière, afin d'avoir les observations de tous les députés réunis dans leurs bureaux respectifs.

Une autre modification apportée par le projet actuel se trouve dans l'admission du Ministère public aux votations des causes civiles. Cette disposition contient une innovation au Code de procédure civile, car vous savez que, d'après notre nouvelle procédure, le Ministère public ne peut pas assister aux votations des Cours d'appel.

Je n'ignore pas que le Ministère a restreint ce droit aux causes purement civiles, dans lesquelles le Ministère public n'est que consultant et non pas partie, comme dans les causes criminelles, où il n'a aucun intérêt comme partie civile ; mais, malgré cela, y-a-t-il un motif assez puissant pour nous faire approuver un tel changement à une loi générale, approuvée depuis peu, et dont on ne nous fait pas connaître les inconvénients ?

Où, messieurs, cette innovation à nos lois de procédure civile est assez importante pour que la Chambre en prenne connaissance, et pour qu'on ne renvoie pas ainsi ce projet à la même Commission, sans s'inquiéter de l'opinion des bureaux sur le projet nouveau.

La quatrième modification introduite dans ce projet est relative au nombre des magistrats qui sont appelés à composer les Chambres des Cours d'appel et celles de la Cour de cassation, pour la légalité des votations. Le premier projet voulait qu'il y eût 7 membres par Chambre et celles de la Cour de cassation étaient de 9.

Le projet actuel limite ce nombre à 5 pour les Cours d'appel et à 7 pour la Cour de cassation, et le nombre du personnel est changé aussi quant au criminel par suite de l'introduction du jury. Ces modifications qui nécessiteront aussi quelques changements dans notre Code de procédure, subiront peut-être une discussion approfondie dans les bureaux ; dès lors je ne crois ni prudent ni convenable de les priver d'un droit qu'ils tiennent de la loi elle-même.

Il est donc beaucoup mieux, pour éviter peut-être de très-longues discussions, que les bureaux soient consultés, parce que alors les commissaires nommés auront réuni tous les matériaux ; ils auront connu les opinions de tous les membres composant les bureaux, et pourront venir déjà préparés dans le sein de la Commission.

Je crois donc qu'il convient, pour la dignité de la Chambre et l'intérêt de la question elle-même, qu'on renvoie à l'examen des bureaux le nouveau projet de loi, qui est sans doute assez important, puisque c'est la première loi organique que nous sommes appelés à voter.

J'insiste d'autant plus sur ce renvoi, que sans cela les membres élus depuis l'époque de la présentation du précédent projet seraient privés d'un droit que l'article 53 du Statut leur accorde.

Cet article dit en effet que tous les projets seront renvoyés devant les bureaux. Or, quoi qu'on en dise, ce qu'on nous a présenté constitue un nouveau projet. Il est calqué, il est vrai, sur l'ancien projet, mais il y a beaucoup de dispositions nouvelles qui tiennent au mérite du projet même. Je crois que dès lors nous contreviendrions aux dispositions de l'article 53 du Statut, si nous ne renvoyons pas ce projet devant les bureaux. Agir autrement ce serait, selon moi, commettre un acte contraire aux principes constitutionnels qui nous régissent.

J'insiste donc pour que la Chambre prenne cette décision.

**PRESIDENTE.** Il deputato Di Revel ha la parola.

**DI REVEL.** Già nella circostanza in cui si mosse questa

questione, io esposi l'opinione che il progetto di legge, ripresentato dal ministro della giustizia sull'organizzazione giudiziaria, dovesse passare nuovamente per la filiera che è prudentemente stabilita per le discussioni delle leggi.

Io ebbi l'onore di essere presidente della Commissione dalla quale emanò poi, per mezzo del suo relatore, il rapporto sul primo progetto di legge; e dico schietto che sarebbe con ben poca fidanza che la Commissione ritornerebbe ad esaminare una questione, la quale si presenta non più nei termini in cui era quando la Commissione fu nominata; ma in altri termini, e dopo che la Camera ha subito una trasformazione in una parte de' suoi membri, e quando lo stesso ministro che presentò quel progetto più non regge quel dicastero, ed è un ministro posteriormente nominato che lo ripresenta.

Io dunque stimo che non convenga passare oltre sulle cautele stabilite, onde le leggi che si presentano al Parlamento siano esaminate colla voluta maturità e pienissima cognizione di causa.

L'onorevole ministro della giustizia diceva l'altro giorno che la cosa era urgente. Questa urgenza non voglio disconoscere, ma osservo però che, se la cosa è di tanta urgenza, è sorprendente che l'onorevole ministro non se ne sia avveduto se non due anni dopo che erasi fatta la relazione.

La questione non è solamente di forma, ma altresì di fondo e la legge opportunamente vuole che le proposizioni che non furono discusse durante una Sessione, debbano essere riproposte. Se il Governo o chi iniziò la proposta intende di riprodurre questa legge, che è stata due anni nei cartoni del ministro della giustizia...

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Presso la Camera.

**DI REVEL**... dichiaro, in quanto a me, che sarebbe col massimo sfiduciamiento che io mi occuperei nuovamente di un progetto che non penso più avere per mandato di esaminare.

Appoggio adunque la proposta, perchè passi agli uffizi come le altre leggi.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Lungi di credere che le osservazioni dell'onorevole De Viry sieno dettate da un interesse personale, non posso a meno di applaudire al suo disinteressamento, quando penso che egli fa parte della Corte d'appello, la quale più d'ogni altra richiama con ragione il nuovo ordinamento della magistratura, onde scompaia l'inconvenienza della grande diversità che avvi fra gli stipeadi degli onorevoli membri di quella Corte e quelli delle altre Corti d'appello dello Stato.

Per certo l'onorevole De Viry sapeva, quando egli moveva la difficoltà che ha mosso contro la mia domanda, che la conseguenza dell'insistente sua opposizione sarebbe di ritardare per lo meno di un anno ancora alla Corte d'appello di Nizza quella giustizia, per la quale essa da sì lungo tempo non cessa di richiamare.

Signori, quando io, nel ripresentare il progetto di legge sul riordinamento della magistratura, ho pregato la Camera di incaricare dell'esame di questo progetto la Commissione che aveva già esaminato quello che fu presentato dall'egregio mio collega, lo feci con verun altro pensiero fuorchè quello di adempiere ad un obbligo coscienzioso, persuaso come sono che l'approvazione di questo progetto sia cosa urgente in tutte le sue parti e conseguenze, e massime nella parte concernente il Ministero pubblico; e quando io affermo che sia urgente la discussione ed approvazione di tale progetto, sono consentaneo a me stesso, ed alle dichiarazioni fatte dagli illustri miei predecessori, poichè così si è considerato. E sebbene sia vero

che quello già studiato dalla predetta Commissione sia stato presentato circa due anni fa, non è al Ministero che possa farsi rimprovero se non venne discusso nella scorsa Sessione: ma io credo che debba accagionarsene la gravità del soggetto e gli studi che dovette farne appunto la stessa Commissione, la quale non presentò perciò la elaboratissima sua relazione che quando la Sessione stava per terminare o forse era già terminata.

L'onorevole De Viry diceva che, avendo esaminato il mio progetto, ha dovuto convincersi che non sarebbe conveniente portarlo in discussione, sintantochè sia stato esaminato dai singoli uffizi, perchè contenga alcune essenziali variazioni a quello che fu già presentato ed esaminato dalla ridetta Commissione. Certamente variazioni ve ne sono; ma non sono variazioni sulle basi fondamentali, sulle quali io mantengo quelle adottate nel primo progetto ed accettate dalla Commissione.

Egli diceva che io chiedo che sia libero il Ministero di traslocare i membri della magistratura senza nemmeno la guarentigia che era stata proposta nel primo progetto, di comunicare cioè i motivi al Consiglio superiore per cui si proponeva la traslocazione; che propongo si chiamino gli avvocati per supplire ai giudici mancanti; che insomma fra le altre variazioni vi sia pur quella di variare il numero dei votanti, e di far assistere il Ministero pubblico alle deliberazioni.

Signori, quando io proposi che la Camera incaricasse dell'esame di questo progetto la Commissione stessa che ebbe già a studiare il precedente, non dissi, come ho già avvertito, di non aver fatta alcuna variazione; poichè, se non avessi fatto assolutamente alcun cambiamento, io avrei soltanto pregato la Camera di ripigliare il primo progetto e di porlo in discussione, salvo a proporvi nella discussione quegli emendamenti che crederei del caso.

Io dissi solo che non conteneva alcuna variazione riguardo alle basi: e diffatti le basi principali sono appunto la traslocabilità dei giudici e l'introduzione dei giurati nelle assisie.

È vero che nel primo progetto, emendato in tal parte dalla Commissione, si voleva che, prima di far luogo alla traslocazione, il Ministero dovesse indicarne i motivi al detto Consiglio; ma ciò non cambia il principio; si ritiene sempre tanto nell'uno come nell'altro progetto, che l'inaMOVIBILITÀ dei giudici non è d'ostacolo alla traslocazione da una sede ad un'altra.

Quanto alla disposizione per cui si chiamerebbero gli avvocati a supplire ai giudici, non parmi che sia una cosa tanto nuova e straordinaria, che debba spaventare l'onorevole preopinante, e per cui la Commissione già nominata non possa essa, con un'appendice alla sua relazione, accennare i motivi per cui possa credere ammissibile o non ammissibile questa innovazione. La presenza del Ministero pubblico alle votazioni non è neppur cosa da spaventare e da richiedere una previa discussione negli uffizi, massime se si ritiene che non è proposta che allorquando il Ministero pubblico fa le veci di pubblico consulente, e quando non prende una via d'azione.

Finalmente, quanto al numero dei votanti, l'onorevole De Viry prendeva equivoco quando diceva che il nuovo progetto porti un cambiamento al Codice di procedura. Nel mio progetto, il numero dei giudici richiesto per l'efficacia delle deliberazioni è quello stesso che è richiesto dal Codice di procedura, e che era anche richiesto dal primo progetto; la sola differenza sta in che io non ammetto che, bastando tre giudici, ve ne siano permanentemente quattro, e bastandone cinque, ve ne siano sei o sette. È vero che, a termini del Codice di procedura criminale, è necessario il numero di sette votanti, ma ciò solo per le cose criminali. Ora, l'istituzione

dei giurati pei crimini toglie appunto l'applicabilità di questa disposizione.

Del resto, io comprenderei gli scrupoli dell'onorevole De Viry, se si trattasse di adottare il progetto senz'altro sia ancora esaminato dalla Commissione e discusso dalla Camera: ma mi pare che, quando il nuovo progetto sarà esaminato dalla ridetta Commissione, della quale mi rincresco che non faccia parte l'onorevole De Viry, ma che è pur composta di uomini distinti, e quando sarà a bell'agio discusso da tutta la Camera, vi sieno tutte le desiderabili guarentigie.

Comunque, ripeto che nel far la mia proposta ho voluto soltanto adempiere ad uno scrupoloso dovere, nella persuasione, in cui sono, che pel bene della giustizia come della magistratura sia urgente che il ridetto progetto sia prontamente attuato. Io poi lascio intieramente la decisione alla saviezza della Camera, e la responsabilità del ritardo a chi tocca.

**VALERIO.** Io divido col signor ministro il desiderio d'una legge sulla magistratura, la quale venga finalmente ad appagare il voto universale ed a tranquillare gli animi degli stessi magistrati, i quali sono pure sotto il peso d'una minaccia di cambiamenti che possono essere radicali.

Ma, appunto perchè questa legge sia fatta, e sia fatta a dovere e possa avere quella morale efficacia, senza cui una legge di tale importanza non potrebbe sussistere, mentre, invece di produrre un bene, produrrebbe un male, io vado convinto che la legge debba subire la sorte di tutte le altre leggi, cioè passare negli uffici, e da essi essere rimandata ad una nuova Commissione.

Sono due o tre anni che questa legge non occupa più la mente dei nostri colleghi; sono entrati posteriormente 50 o 60 nuovi membri nel seno della Camera. Egli è evidente che potrebbe essere che tra questi nuovi membri si trovassero taluni che per le loro speciali cognizioni fossero in grado di portare nell'esame di questa legge nuovi lumi, nuove cognizioni.

La domanda del Ministero, a parer mio, invece di facilitare il corso a questa legge, lo protrarrebbe. Se essa si presenta alla discussione, esaminata già prima dagli uffici, è evidente che i dibattimenti degli uffici non avranno più a ripetersi nella Camera.

Inoltre tutti quei membri della nuova Commissione che potrebbero apportarvi i loro lumi, se si ritiene la Commissione che già esisteva due o tre anni fa, si vedranno costretti a prendere parte alla pubblica discussione, protraendola così oltre misura.

Si tratta di una legge così grave, così importante, che il volerne defraudare gli uffici e la Commissione, parmi cosa che non si possa permettere.

Io ammetto che riguardo a leggi di minore importanza si possa talvolta transigere e passare sopra al letterale disposto del regolamento, perchè non sono di quelli che ritengano che la lettera della legge sia tutto, che anzi io penso debba riguardarsi piuttosto allo spirito; ma, nel caso nostro, è d'uopo considerare che, se vi è legge che meriti ogni riguardo, lo è certamente cotesta, la cui mercè può nientemeno che essere mutata interamente l'amministrazione della giustizia del nostro paese; amministrazione da cui dipende la sicurezza e l'onore di tutti quanti i cittadini.

Io spero che l'esame negli uffici non sarà lungo, e che la Commissione farà il suo lavoro prontamente; ma, ad ogni modo, io non vedrei di mal animo che l'esame di questa legge fosse rimandato alla Sessione ventura.

La Camera in questa Sessione ha già lavorato molto; posso dire che è stanca, e purtroppo spesso lo dimostra. Abbiamo

già in corso delle leggi molto gravi, di cui ci è domandata con istanza dai signori ministri la discussione, specialmente quella che riguarda le amministrazioni provinciali dello Stato; abbiamo all'ordine del giorno la legge della colonizzazione in Sardegna che ha una grandissima importanza; ed il volerci ancora sullo scorcio di una Sessione costringere a discutere precipitosamente una legge dalla quale dipende l'amministrazione intera della giustizia, secondo me, non è cosa savia, nè giusta, nè che possa tornare ad onore del Parlamento.

**DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia.** Un'espressione sfuggita all'onorevole preopinante mi obbliga a prendere nuovamente la parola.

Non è sicuramente per voler defraudare gli uffici della discussione del mio progetto che io ho domandato alla Camera che s'incaricasse la stessa Commissione di esaminarlo; io l'ho fatto per adempiere ad un dovere, come ho già detto più volte, perchè sono persuaso che è urgente che esso sia attuato, ed anche per un sentimento di delicatezza verso la stessa Commissione, la quale ha egregiamente studiate le gravi questioni di principio che si presentano a risolvere, ed ha fatto su di essa una relazione amplissima ed accuratissima, la quale non potrà mai essere abbastanza commendata.

Del resto, risulta che punto non si fa opposizione; io lascio alla Camera di fare come essa crede. Se la Camera pensa che sia più conveniente che il progetto sia nuovamente esaminato dagli uffici e che si nomini un'altra Commissione, onde possano anche prendervi parte gli onorevoli membri che posteriormente sono entrati nel Parlamento, lo ordini; il Ministero vi è totalmente indifferente. Esso rispetterà la di lei deliberazione, qualunque sia per essere.

**DE VIRY.** Je remercie monsieur le ministre de la justice des paroles qu'il a bien voulu prononcer en commençant sa réponse à mon discours. Il a reconnu que les objections que j'ai élevées contre son projet démontrent que l'intérêt public doit toujours s'effacer devant l'intérêt privé.

En effet, s'il y a quelqu'un qui ait intérêt à ce que le nouveau projet soit promptement discuté et voté, ce sont certainement les membres de la Cour d'appel de Nice qui sollicitent depuis longtemps ces modifications qui les placent sur le même pied que les membres des autres Cours d'appel, quant au traitement.

Mais avant tout, si nous sommes envoyés ici par la nation pour faire des lois, et non pour nous préoccuper en premier et principal lieu des intérêts particuliers, oui, avant tout, nous devons penser à l'intérêt général du pays et sauvegarder les principes de légalité et d'indépendance. Que monsieur le ministre soit bien persuadé que je ne penserai jamais à moi lorsque je prendrai la parole dans cette enceinte pour faire une loi qui touche comme celle-ci à ce que la nation a de plus sérieux et de plus sacré.

J'ajouterai maintenant deux mots sur le mérite de cette question.

J'ai relevé les différences qui existaient entre l'ancien et le nouveau projet de loi. Monsieur le ministre dit que ce sont des différences plutôt de forme que de fond. Je le veux bien pour quelques-unes, mais certainement quant à celle de la Commission appelée à prononcer sur la translocation, c'est un changement majeur et de la plus haute gravité.

Je dis que ce changement radical mérite la peine d'être discuté dans les bureaux. Si ce projet de loi n'a même sur le précédent que deux changements, je dis qu'il devrait passer par cette épreuve; souvent on nous a présenté des projets de loi en deux articles, ne contenant que deux dispositions qui étaient pourtant très-importantes, et toujours on les a envoyés

devant les bureaux, parce qu'il était nécessaire de connaître l'opinion des membres réunis en quelque sorte en comité privé. Ce n'est pas l'étendue de la loi qui doit nous diriger dans la décision que nous allons prendre; mais l'importance des modifications introduites dans le nouveau projet doit seule attirer notre attention.

Je crois que dès l'instant que monsieur le ministre de la justice a voulu présenter un nouveau projet, c'est qu'évidemment celui-ci contient des modifications au premier. Or, si ces changements n'étaient que de peu d'importance, monsieur le ministre se serait contenté de solliciter la reprise du projet primitif, se réservant, pendant le cours de la discussion, de présenter les amendements qu'il aurait jugés convenables. Mais ce n'est pas ainsi qu'il a agi; et la preuve de la gravité de ces modifications je la trouve dans la présentation même de son projet.

Je crois en outre que toutes les fois que la Session a été close et que dans la Session suivante on veut reprendre un projet présenté précédemment, le ministre le représente de nouveau; la Chambre, si elle le juge convenable, reprend le rapport déjà fait et l'on commence immédiatement la discussion, sans ultérieur examen, mais on exige toujours, au moins pour la régularité, une nouvelle présentation.

Quelquefois il est arrivé, il est vrai, que le Ministère demandait simplement que l'on reprit le projet; mais c'est là, je crois, une irrégularité, et, pour que la discussion ait lieu selon les règles, je pense qu'après la clôture d'une Session (je ne dis pas après sa prorogation), il faut de toute nécessité que le projet soit de nouveau présenté, afin que la Chambre puisse décider si elle se contente du rapport déjà fait, ou si elle veut nommer une nouvelle Commission.

C'est à elle, et à elle seule, qu'il appartient de décider sur cette question; mais du moment qu'un projet comme celui qu'on vient de nous soumettre contient des modifications essentielles, radicales au projet primitif, on ne peut éviter qu'il suive la marche ordinaire de toutes les lois qui nous sont présentées.

Ainsi, je le répète, sous tous les rapports, il est convenable de l'envoyer dans les bureaux. M. le ministre paraît ne pas tenir beaucoup à l'accomplissement de cette formalité; mais je lui ferai observer qu'ici nous devons être nous les premiers observateurs des principes de constitutionnalité et de légalité, qui forment la véritable base de toutes nos libertés. Ne nous écartons donc pas en cette circonstance des précédents que nous avons déjà suivis en pareille matière. Qu'on me permette de le dire, ce serait là un fâcheux exemple.

Malgré le renvoi que je sollicite, je pense que la discussion pourra avoir lieu, si non dans cette Session, tout au moins dans la prochaine.

Il est même à présumer que la discussion ne sera pas de longue durée dans les bureaux et dans le sein de la Commission, parce que la Commission nouvelle, se prévalant du rapport de la première, pourra achever bien vite son travail, d'autant plus que plusieurs des membres de la Commission nouvelle seront, sans le moindre doute, choisis parmi ceux de l'ancienne, pour lesquels l'examen du nouveau projet ne présentera presque pas de difficultés. Dès lors, quelle crainte peut-on éprouver de voir si retardée la mise en vigueur de cette loi? Et même y eût-il quelque retard, il faudra bien dire qu'il n'y aura pas pour autant péril en la demeure, et qu'on ne saurait se plaindre de quelques mois de retard, si par ce moyen on peut obtenir une meilleure loi.

Nous voulons tous que cette discussion soit sérieuse et qu'elle soit précédée par un travail complet. Or, pour attein-

dre ce but, quel autre moyen que celui-ci de nommer une autre Commission?

J'insiste sur ma proposition et je prie la Chambre de penser sérieusement à la décision qu'elle va prendre. Vouloir seconder les intentions du ministre, ce serait s'écarter des principes de légalité qui ont été suivis jusqu'à présent en cette matière; j'espère que ce n'est pas là ce qu'elle fera.

**PRESIDENTE.** Porrò ai voti la proposta del signor ministro.

**DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia.** Domando la parola.

Ho già detto di aver fatta questa domanda credendo che fosse per essere accolta dalla Camera senza discussione e senza opposizione; dal momento che veggo che vi sono opposizioni, che la Commissione stessa quasi si rifiuta a ricevere l'incarico che ho proposto le fosse dato, io più non insisto.

**PRESIDENTE.** Questo progetto farà dunque il corso ordinario.

#### RELAZIONE DI PETIZIONI.

**PRESIDENTE.** L'ordine del giorno porta il seguito della discussione sulla petizione 6056, sporta dal municipio di Carmagnola, chiedente un sussidio per quel collegio reale.

La parola spetta al deputato Berti.

(Petizione del municipio di Carmagnola per un sussidio a quel collegio reale.)

**BERTI.** Due sono le questioni che vennero suscitate dalla petizione del municipio di Carmagnola e che furono trattate nella tornata di ieri, tanto dall'onorevole relatore quanto dall'onorevole mio amico il deputato Valerio. L'una si riferisce al decreto 4 settembre ed alle sue conseguenze per rispetto al collegio di Carmagnola, l'altra al sussidio che quel municipio invoca come compenso della cospicua eredità del canonico Bardessano passata nelle mani del regio economato.

Quantunque io avessi divisato di non più parlare del decreto 4 settembre, che venne lungamente discusso in occasione dell'esame del bilancio dell'istruzione pubblica, tuttavia il relatore avendo arrecate alcune ragioni per dimostrare che questo decreto dovrebbe produrre utili risultamenti, mi trovo nella necessità di farne cenno di passo. E primieramente osserverò che, se per una parte non insisto perchè i piccoli collegi di latinità si conservino nel nostro Stato, anzi desidero ardentemente che si formino grandi istituti centrali d'istruzione letteraria, senza dei quali non è possibile un insegnamento sodo e compiuto, non voglio per un altro canto che si chiuda ai piccoli paesi, e specialmente ai giovani poveri la via all'educazione letteraria e filosofica. Ond'è che, se il decreto del 4 settembre, nel mentre che restringeva la podestà comunale in ordine all'insegnamento letterario, avesse allargata la podestà dei privati, cioè se nel mentre che diceva ad un comune « voi non potete tenere un collegio ogni qual volta non vi assoggettiate alle condizioni che vi prescriverò » avesse almeno soggiunto « i privati potranno sempre aprire una scuola latina, una scuola di letteratura, » è certo che in questo modo si sarebbe riparato agl'inconvenienti che nascevano dal decreto medesimo.

Per l'opposto, se domani il collegio di Carmagnola o di altro paese viene a chiudersi, che avverrà? Avverrà che la gioventù povera di quel paese non potrà aspirare alle carriere letterarie e scientifiche alle quali debbe poter aspirare la gioventù di tutte le provincie dello Stato; e quindi la democrazia intellettuale dei piccoli comuni, che fu perfino nel

medio evo favorita, verrebbe soffocata sotto il regime costituzionale.

Se inoltre, mentre si approvarono i provvedimenti restrittivi della potestà comunale, si fossero eziandio istituite borse gratuite nei collegi nazionali in favore dei giovani poveri, io non lamenterei cotanto le conseguenze di quel decreto. Libertà delle scuole private e fondazione di borse gratuite, ecco i due temperamenti coi quali bisognava mitigarne gli effetti.

Mancando queste condizioni, è evidente che, se voi domani abolite un piccolo collegio, pregiudicate grandemente l'educazione intellettuale e morale di quel paese.

Ecco la cagione principale per cui io combattevo il decreto del 4 settembre.

Io aveva messa avanti un'altra ragione, che non fu parimente approvata dalla maggioranza della Camera, cioè quella di avere riunito le scuole tecniche alle classiche. Ma ieri l'altro il ministro, rispondendo ad alcune osservazioni del deputato Borella, disse che quelle osservazioni erano assennatissime: del che mi compiacco, perchè le osservazioni del deputato Borella concordevano in gran parte colle mie, e tendevano a provare la necessità di separare le scuole tecniche dalle classiche o scientifiche, come egli le appellava.

Ora io dico: se per caso il municipio di Carmagnola non si trovasse pienamente in condizione di osservare in tutto e per tutto il decreto del 4 settembre, credo che il ministro dovrebbe usargli qualche riguardo, e lasciare che il collegio carmagnolese continui, come per lo passato, con un solo professore per la filosofia, e con un solo professore per l'umanità e la retorica. Ma, ripigliarono alcuni: è necessario rendere uniforme l'insegnamento; è necessario che i piccoli collegi, i quali non corrispondono allo scopo che il Governo si propone, o cessino, o altrimenti si costituiscano in modo da poterlo con facilità raggiungere.

Io ho già detto che è d'uopo che voi coordiniate questo sistema di provvedimenti ad un altro sistema più largo e più logico. Soggiungo ancora che non vi è pericolo nel permettere che un municipio commetta due classi ad un solo professore.

Io potrei citare il risultamento degli esami di magistero che ebbero appunto luogo quest'anno nel collegio di Carmagnola, i quali in proporzione degli alunni che si presentarono furono altrettanto soddisfacenti quanto quelli dati in altri collegi dello Stato.

Vi sono poi ragioni speciali che non si possono determinare a priori o per mezzo di un regolamento. Noi abbiamo una mania regolamentaria, per cui vogliamo che tutto si riduca ad uniformità, e vogliamo fare, direi, una specie di *papismo politico*, cosa molto difficile a mettersi in esecuzione.

Vi è, ad esempio, in un paese un uomo il quale studiò tutte le materie che riguardano tanto la filosofia razionale, quanto la filosofia positiva; quest'uomo è nato e cresciuto in quel paese, e conosce quasi tutte le famiglie; egli si consacra unicamente al suo ufficio di educatore; ebbene giudicate voi che questo uomo sia meno accorcio di un altro all'intento che vi proponete? Noi abbiamo avuto nel collegio di Carmagnola l'egregio professore Raineri che ha fatto per quindici anni la scuola delle due parti della filosofia; abbiamo avuti molti altri professori che fecero le due scuole di umanità e retorica con grandissimo vantaggio degli studi e dei giovani.

Ora, quando in un municipio si trova un uomo che congiunge in sé siffatte doti, perchè ordinare che la scuola sia fatta da due persone distinte? Se credete che l'insegnamento che si dà in un collegio non risponda alle esigenze della maggioranza, concedete libertà, e questa maggioranza finirà col-

l'abolire il collegio e provvederà altrimenti. Qui è il caso di citare le parole dell'onorevole Michelini, cioè che le domande e le offerte si equilibrano. Se noi veniamo con decreti a formare istituti artificiali, invece...

**PRESIDENTE.** Debbo osservare all'oratore che la questione verte unicamente sul sussidio chiesto dal municipio di Carmagnola.

**BERTI.** Sono perfettamente nella questione; non amo che mi si faccia discutere d'inezie. Invoco dal ministro un temperamento per l'esecuzione del decreto 4 settembre. Se io riesco a farlo persuaso che un collegio può sostenersi con un solo professore di retorica o con un solo professore di filosofia invece di averne due, conseguirei il mio intento. In ogni caso se il signor presidente crede che io mi scosti dalla questione, tralascierò.

**VALERIO.** Parli, parli, è nella questione.

**PRESIDENTE.** Se fosse stato nella questione, non ve lo avrei richiamato.

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** Fa la censura d'un decreto, ed è nella questione?

**BERTI.** Vorrei che il signor ministro si persuadesse una volta per sempre che io non intendo muovere censure personali, ma bensì di provare che quel collegio merita riguardi. Ma poichè egli crede che con ciò io mi allontani dalla questione, vi rientrerò immediatamente.

Tanto l'onorevole Valerio, quanto il signor ministro hanno trattato molto diversamente la questione sotto l'aspetto storico, cioè se l'eredità lasciata dal canonico Bardessano possa conferire un titolo o giuridico o morale al municipio di Carmagnola per invocare un sussidio rispettivamente al suo collegio.

Il relatore, se non m'inganno, disse che i beni lasciati dal canonico Bardessano al collegio dei gesuiti, non devono riferirsi al collegio dei gesuiti, considerato come istituto scolastico, come un insieme di scuole, ma come una casa di gesuiti o noviziato, e che per conseguenza questi beni, non essendo destinati alle scuole, non potevano indurre la Commissione a proporre al Ministero un sussidio in favore di Carmagnola.

Io prego il signor relatore di osservare che sotto Emanuele Filiberto (ed il canonico Bardessano fece il suo testamento tre anni dopo la morte di questo principe) quasi tutte le scuole erano nelle mani dei gesuiti, anzi quelli che si chiamavano allora collegi, erano in gran parte da loro tenuti. Noti la Camera che si chiamarono collegi appunto quelle scuole che avevano con sé il convitto.

Cosicchè noi troviamo in quasi tutti i testamenti che si fecero nel corso della metà del secolo xv o xvi il nome *collegio* adoperato sempre per esprimere un convitto con scuole, mentre le scuole di grammatica si appellavano semplicemente *scuole*. Sotto Emanuele Filiberto adunque i gesuiti avevano sotto la loro direzione alcuni collegi, e non si potrebbe forse citare una casa gesuitica in questi tempi che fosse senza scuola.

Leggerò, per confortare la mia asserzione, un brano di uno storico contemporaneo:

« Ai tempo di cui parliamo (parlava appunto del secolo xvi, e qui faccia bene attenzione il signor ministro) la compagnia di Gesù, nata da pochi anni, aveva già rivolti a sé gli animi della cristianità, per la sua dottrina e massimamente per la santità dei suoi costumi. E siccome per obbligo del suo istituto essa faceva professione di lettere, e poté vantare infino da suoi primordi parecchi uomini egregi che si adoperarono con molto amore per promuovere la pietà ed i buoni studi,

così i romani pontefici, i Medici, gli Estensi, ed alcuni altri fra i principi italiani cercarono d'introdurla nei loro Stati; e le aprirono collegi per l'ammaestramento della studiosa gioventù. Tra questi vuolsi annoverare eziandio Emanuele Filiberto, il quale, oltre all'educare i giovani, mirava con questo mezzo a preservare i suoi Stati dall'eresia. I gesuiti furono primamente chiamati in Mondovì, e poco appresso in Ciampèri; e finalmente l'anno 1567 ebbero stanza anche in Torino. Qui come altrove furono loro affidate le pubbliche scuole (e, notate bene, questo è appunto nel 1567). Ma laddove in Mondovì e in Savoia non attendevano che all'insegnamento delle classi inferiori di latinità, nella capitale il duca concedette loro, fin dall'anno 1568, di professare nel loro collegio eloquenza latina, e sopresse perciò nell'Università la cattedra di umane lettere, su cui leggeva il Giraldi, statovi trasferito da Mondovì cogli altri professori di quello studio. »

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Legga anche le note.

**BERTI**. Aspetti un poco che le leggerò. « Per questo avvenimento il professore ferrarese fu d'assai mala voglia contro i gesuiti, per cagione dei quali vedevasi tolta la cattedra. E sebbene fosse stato onorevolmente congedato, e al suo partire da Torino, oltre la pagatagli annua provvisione di 400 scudi, il duca avessegli fatto dono di altri 100 scudi pel viaggio; ad ogni modo l'irritato animo del Giraldi non potè trattenersi dallo scagliare a quei padri alcune contumelie. » E qui segue una lettera del Giraldi.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Legga il ricorso dei Torinesi.

**BERTI**. Leggerò anche questo ricorso; esso del resto fu fatto posteriormente, verso il principio del secolo xvii. I gesuiti allora dicevano che non vi erano nel paese soggetti abbastanza acconci per l'insegnamento delle varie scuole di filosofia, e che quindi tutte queste scuole volevano essere loro commesse.

Ecco il testo :

« Ma, quasichè le cagioni fin qui accennate non fossero bastanti a volgere in basso lo studio, fuvvi a quei tempi (1593) chi propose al duca di sopprimere nella Università tutte le cattedre di filosofia e teologia, e di affidare l'insegnamento di queste facoltà ai padri della compagnia di Gesù. Gli autori di questa proposta facevano intendere al principe, mancare allora fra i nazionali chi bastasse a sostenere degnamente il carico di leggere la filosofia nello studio generale; la chiamata di professori stranieri aggravare soverchiamente il pubblico erario; i tempi correre poco propizi alla religione per gli scismi e le ree dottrine propagatesi poc'anzi d'oltremonti in alcune parti dello Stato; importare perciò grandemente alla religione ed alla quiete universale dei cittadini che l'insegnamento, non solo delle dottrine filosofiche e morali, ma ancora quello dei dogmi fosse commesso a uomini dotti, di fede provata e di purgati costumi; tali appunto essere i padri della compagnia, chiamati a gara dai principi italiani per la santa opera dell'educazione della gioventù; doversi in ciò imitare l'esempio del venerando arcivescovo di Milano, Carlo Borromeo, il quale, non contento di avere aperto ai gesuiti un noviziato in Arona, e la casa dei professori di san Fedele in Milano, aveva loro affidato lo studio generale in Brera, perchè ivi insegnassero pubblicamente le lettere e le scienze, con facoltà di graduarvi maestri; al postutto col sopprimere queste cattedre nella Università scemarsi assai le spese richieste pel mantenimento di tanti lettori. »

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Legga anche il ricorso dei Torinesi.

Nella prima occasione, quando si trattò di dare ai gesuiti la scuola di eloquenza italiana a Torino, hanno ricorso a questo proposito, dichiarando che i gesuiti erano per proprio istituto chiamati a tenere unicamente scuole private, e che non potevano aprire scuole pubbliche, perchè questo contravveniva al loro stesso istituto.

**BERTI**. Ora non lo trovo; mi ricordo tuttavia del suo tenore: ma che cosa possiamo noi concludere? Che sotto Emanuele Filiberto, nel collegio dei gesuiti di Torino, si faceva l'insegnamento dell'eloquenza italiana; e che anzi la cattedra di eloquenza italiana era stata soppressa nella Università. Troviamo che più tardi sotto il duca Carlo Emanuele i gesuiti domandavano anche l'insegnamento della filosofia, mettendo avanti le ragioni che si trovano nella storia del signor Vallauri.

Noi sappiamo eziandio che verso la metà del secolo xvi i gesuiti avevano il collegio di Ciampèri, avevano il collegio di Mondovì; in una parola, che in Piemonte non vi era casa alcuna di gesuiti, la quale non avesse con sè qualche scuola per il pubblico insegnamento.

Sappiamo pure che l'insegnamento dei gesuiti venne solo combattuto efficacemente ai tempi di Vittorio Amedeo II, quando cioè Vittorio Amedeo II pose le fondamenta dell'insegnamento ufficiale, creando colla sua costituzione trentadue collegi per le provincie del Piemonte.

L'insegnamento secondario ufficiale non trae origine che da Vittorio Amedeo II, e per conseguenza prima di questo principe era in parte dato nelle scuole pubbliche, dette di grammatica, le quali comprendevano anche l'umanità e la retorica, ed in parte poi nei collegi dei gesuiti e in pochi altri collegi retti pure da corporazioni religiose o dal clero.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Mi permetta: ho trovato qui quella lettera a cui faceva allusione, e ne darò lettura.

**BERTI**. La lettura servirà di corredo ai fatti da me accennati che non si possono mettere in dubbio.

In tutte le case dei gesuiti adunque s'insegnava, e il loro ufficio principale era l'insegnamento: perciò il canonico Bardessano, lasciando ai gesuiti le sue sostanze per gloria di Dio e per servizio della gioventù di Carmagnola, intendeva di fondare in Carmagnola una casa di gesuiti in cui si fossero aperte scuole pubbliche per l'educazione dei giovani. Anzi leggo in un brano, tolto dall'appendice del testamento, stampatasi in Nizza, le seguenti parole:

« Il canonico Bardessano dona i suoi beni con intenzione e risoluzione che tutti li redditi s'impiegassero fino a che giungessero ad una somma tale, con la quale potesse fondarsi un collegio dei detti padri (e si riferisce appunto ai gesuiti) a gloria di Dio ed al servizio delle anime del luogo di Carmagnola sua patria, e come così aveva determinato che in nessun tempo neanche il Papa potesse divertire della opera in altra o in altro luogo. »

Queste ultime parole mostrano che egli intendeva di parlare di un'istituzione diversa da una semplice casa religiosa, perchè non poteva ignorare il canonico Bardessano che il Papa avrebbe potuto impedire ai gesuiti di fondare una casa o, fondata, sopprimerla; dicendo adunque che il Papa stesso non aveva diritto su quest'opera, si vede che era sua intenzione che questa istituzione o collegio non fosse una semplice casa di noviziato.

Ma io voglio ammettere che tutte queste ragioni non sieno bastantemente valide, anzi non desidero che il ministro pigli a considerare unicamente la questione sotto questo primo aspetto, ma precisamente sotto quest'altro.

I gesuiti entrarono in possesso dei beni del canonico Bardessano, senza adempire alcuno degli obblighi loro imposti dal testatore. Non fondarono nè casa nè collegio. Essi vennero in appresso aboliti. Non è egli vero che i gesuiti dovevano considerarsi come illegittimi possessori di quei beni, non avendo adempiuto a veruno degli obblighi loro imposti? Quei beni pertanto non erano di loro proprietà. Il municipio di Carmagnola mosse varie volte di ciò richiamo, senza successo.

Il Governo sottrasse nell'eredità Bardessano, appropriandosi anch'egli questi beni, senza compiere parimente agli obblighi. Ora è evidente che questa eredità doveva andare a beneficio del comune per cui era stata istituita, appunto perchè non erano stati adempiuti gli obblighi che vincolavano l'eredità. E ciò è conforme alle nostre consuetudini legislative.

Nel 1814, quando la Casa di Savoia rientrò nei suoi Stati, si concessero nuovamente sussidi e beni alle corporazioni ecclesiastiche. Ai gesuiti furono di nuovo affidati collegi e largiti sussidi; per esempio, ai gesuiti di Torino furono assegnati 16,000 lire; la casa ove abitavano è una di quelle descritte nel testamento del canonico Bardessano. Dunque il Governo assoluto ha reintegrato i gesuiti nei loro possessi.

Noi, quando venimmo a liberare i comuni di Savoia dall'aggravio che pesava su loro per le spese del culto, che abbiamo fatto? Non abbiamo fatto altro che riconoscere in questi comuni il diritto che avevano, quantunque fosse già corsa la prescrizione. Noi ci addossammo per essi le spese del culto, perchè essi erano stati privati di una proprietà che loro spettava legittimamente. Così, quando venimmo a fondare i collegi di Nizza, di Voghera, di Ciampieri, e lo stesso nazionale di Torino, ce ne addossammo pure le spese e per lo stesso motivo.

Ora, io dico, se la nostra legislazione riconosce, se non in modo esplicito (perchè non voglio far qui questioni giuridiche) almeno implicitamente, come nel caso sovraccitato dei comuni di Savoia, i collegi nazionali istituiti in quelle città dello Stato che possedevano un collegio, perchè dunque non vorremo anche riconoscere, pel collegio di cui si tratta, un diritto, un titolo morale insomma, il quale dia luogo non ad una indennità, ma ad un tenuissimo sussidio, onde questo comune possa appunto uniformarsi al decreto del 4 settembre, cui tanto tiene l'onorevole Lanza?

In caso poi che si ricusi questo sussidio, allora io prego il ministro perchè consenta a questo comune di continuare anche, come per lo passato, indipendentemente dal decreto del 4 settembre, fino a tanto che, con una legge organica, si sia provveduto a tutte le condizioni che regolano l'istruzione secondaria nel nostro paese.

Portando adunque la questione sopra il terreno dell'equità e lasciando da parte la legalità, io credo che il Ministero debba accettare l'invio di questa petizione e giudicare, ponderata bene la cosa, se il comune di Carmagnola, per le ragioni addotte, non meriti di essere esaudito nella sua domanda.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Non seguirò l'onorevole preopinante nelle diverse digressioni che fece circa gli effetti del decreto del 4 settembre, o circa la questione, se il legato del canonico Bardessano in favore di Carmagnola riguardasse un collegio scolastico piuttosto che una casa gesuitica: reputo entrambe queste questioni fuori di luogo. Tuttavia non posso interamente abbandonarle senza dichiarare, quanto alla prima, che io non sono avvezzo a fare e disfare; che, innanzi di prendere un provvedimento, procuro di circondarmi di tutti i lumi necessari, e che, una volta adottato, non ho per

costume di scostarmene, se non m'avvedo che esso dia cattivi risultati.

Il sistema di mutare ad ogni tratto, specialmente nelle cose di Governo, lo ritengo assai pernicioso, e vado convinto che ad esso forse debba attribuirsi il poco progresso fattosi da alcuni anni nell'ordinamento della pubblica istruzione. Non mi si troverà dunque giammai disposto a seguire simili consigli. Quando però riconoscessi, nell'applicazione, viziosa una disposizione, certamente non persisterei, per caparbietà o per amor proprio, a mantenerla; ma, sintanto che di questi inconvenienti non risulta, giudico dover mio di richiederne l'esatta osservanza; e questo è quanto intendo di fare, fino a che durerò al Ministero, relativamente al decreto del 4 settembre.

Nè con ciò si presuma che possano sentirne danno certi paesi in merito dell'insegnamento, che cioè vengano distrutti collegi i quali abbiano elementi di vita. Questo non può succedere; in tutti i luoghi dove i collegi sono alimentati da un numero sufficiente di alunni, i collegi dureranno certamente perchè sarà interesse delle provincie e dei capoluoghi di mantenerli, e la spesa non può essere tale, secondochè si richiede dal decreto del 4 settembre, da essere impossibile di sopperirvi da qualsiasi comune cospicuo o da qualsiasi provincia.

La questione che ora ci occupa non si è posta nei suoi veri termini: non è esatto il dire che il decreto prescrive che sia completato in ogni collegio l'intero insegnamento delle scuole secondarie, senza di cui debbano cessare intieramente tutti i corsi, perchè, se così fosse, sarebbe un assurdo, e si è procurato di evitare l'assurdo. Il decreto prescrive unicamente che ogni corso debba essere completo; che il corso grammaticale debba essere costituito di tre classi professate da tre maestri, come è determinato dalle anteriori leggi; che il corso di retorica debba essere di due corsi, ed avere due professori, e che quello di filosofia debba parimente constare di due corsi e di due professori; cosicchè in un collegio dove manquesse un professore, per esempio, di retorica e un professore di grammatica, si potrebbe completare il personale del corso di grammatica, e prescindere dal corso incompleto di retorica. Per gli altri studi poi si potrebbero inviare i giovani in altri collegi.

Così si dica per Carmagnola. Ove questa città non si trovasse in condizione di poter completare l'insegnamento secondario, cioè provvedere i professori di cui manca ancora, essa potrebbe, senza alcuna spesa, uniformarsi al decreto 4 settembre e conservare la massima parte delle scuole secondarie, cioè a dire, invece di conservare un professore di filosofia, nominare un professore di retorica, e così completare il personale del corso di retorica e prescindere dal corso di filosofia. Ed invero io credo che, volendo anche completare il personale pel corso di filosofia, sarà per Carmagnola una spesa di qualche riguardo, la quale forse non sarebbe compensata dai vantaggi che ne potrebbe ricavare; poichè, oltre a provvedersi di un professore di retorica e di un professore di filosofia, dovrebbe inoltre provvedersi di un gabinetto per l'insegnamento della fisica, mentre è oramai conosciuto che un insegnamento di scienza positiva, particolarmente di fisica o di chimica, fatto senza il corredo d'istromenti e di esperienze, riesce pressochè inutile, e forse anche dannoso, non potendo condurre che a nozioni inesatte ne' casi in cui si richiede la massima esattezza.

Dunque ben si vede che, qualora Carmagnola non sia in grado di compiere interamente l'insegnamento secondario, può però mantenere le sue scuole fino al corso intero di retorica.



Io diceva che forse Carmagnola, quantunque abbia i mezzi tuttavia non avrà convenienza di fare la spesa che si richiede per completare anche l'insegnamento della filosofia, giacchè il numero degli allievi che da qualche anno frequentano colà il corso di filosofia non è sufficiente per rimeritarne la spesa. Diffatti il numero in un triennio o in un quadriennio non è in media che di 13 per i due corsi di filosofia. Ora io domando se si può richiedere da un comune il sacrificio di parecchie migliaia di lire all'anno, unicamente a beneficio di pochi individui che generalmente appartengono alle famiglie più agiate del paese.

A parer mio, questo non si deve fare se non dopochè siasi provveduto all'insegnamento popolare. E per insegnamento popolare io non intendo solamente l'insegnamento dell'abbici, ma anche di quelle materie che possono condurre l'artigiano, l'operaio, il piccolo proprietario ad acquistare l'idoneità per attendere alle occupazioni di quella carriera a cui è chiamato, non solamente dalla propria inclinazione, ma dalla propria fortuna e condizione sociale.

Ora queste scuole mancano interamente a Carmagnola; voglio alludere alle scuole tecniche. Si cominci adunque col provvedere a queste scuole, e poi, quando vi abbia convenientemente provveduto, e quando ne abbia i mezzi, procurerà il comune di Carmagnola di completare anche l'insegnamento delle scuole secondarie, compresa la filosofia.

Ma, lo ripeto, l'insegnamento intiero della filosofia fatto con un solo professore, e senza il corredo degli strumenti necessari per le esperienze, è affatto insufficiente, e lo prova lo stesso collegio di Carmagnola.

Sì, o signori, il collegio di Carmagnola per il passato era in voce d'uno dei migliori collegi dello Stato; ma da qualche anno in qua è in decadenza. E ciò non già, a parer mio, per difetto di abili professori, ma per difetto del sistema di istruzione, cioè per non aver un personale compiuto, onde istruire gli studenti e nelle lettere e nella filosofia.

È impossibile che un solo professore possa attendere all'insegnamento completo dell'umanità con tutte le nuove materie che si sono aggiunto; è impossibile che un professore possa attendere all'insegnamento dell'intera filosofia, tanto razionale, quanto positiva.

Da questo proviene precisamente il decadimento di questo collegio, mentre un buon numero degli altri collegi dello Stato si è migliorato nel personale, portandolo al suo stato completo; e si è migliorato provvedendosi degli amminicoli necessari per dar quest'insegnamento, per quanto è possibile, perfetto.

Ecco in che modo la massima parte degli altri collegi hanno superato quello di Carmagnola.

A corredo di quanto io dissi riguardo al collegio di Carmagnola, io trovo nei dati statistici dell'Università, che nell'anno scolastico 1851-52 non vi erano in quel collegio se non 11 studenti di filosofia; nel 1852-53, 15; nel 1853-54, 8; nel 1854-55, 11. Dunque ben si vede che, quando io osservava che essi in media non sorpassano il numero di tredici, eccedeva piuttosto...

**VALERIO.** Quest'anno sono quindici.

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** Uno più, uno meno, non è di grande importanza.

In quanto poi alla sorte che gli alunni hanno avuta nell'esame di magistero nell'ultimo triennio, risulta che nel 1852-53 vi si presentarono sei allievi, di cui tre furono rimandati, il 50 per cento; nel 1853-54 se ne presentarono quattro, di cui tre furono rimandati, il 75 per cento; nel 1854-55 si pre-

sentarono otto allievi, di cui quattro vennero rimandati, il 50 per cento. Ora, se noi consultiamo le tavole statistiche, che mi rincresce di non aver portato con me, de' giovani provenienti da diversi collegi dello Stato che si sono presentati agli esami di magistero in questo triennio, si vedrà che il collegio di Carmagnola è forse quello che si trova in peggiori condizioni, sotto questo rapporto. Non è, torno a ripetere, colpa dei professori di Carmagnola, non è colpa dei giovani che frequentano quegli studi, ma è colpa dell'imperfezione dell'insegnamento, scarso di professori, e mancante degli strumenti ed amminicoli indispensabili ad una buona istruzione, tanto più per quello che riguarda l'istruzione positiva. Dunque mi pare che, sotto questo aspetto, sia abbastanza dimostrato come il decreto del 4 settembre non possa gran fatto nuocere al collegio di Carmagnola; tutto al più, quando questo collegio non abbia mezzi per provvedere all'intero insegnamento secondario, dovrà rinunciare a fare un cattivo corso di filosofia, e compiere invece quello di retorica. In tal modo, uniformandosi al decreto 4 settembre, migliorerà i suoi studi senza aumentarne la spesa.

Mi sarebbe poi impossibile di permettere in via d'eccezione a questo collegio di continuare con un personale imperfetto i corsi di retorica e di filosofia, salvo a volere colle mie mani lacerare il decreto del 4 settembre, ed è quanto non farò mai senza essere ben convinto che desso riesca nocivo all'istruzione. Osservo ancora che a quei pochi allievi che, compiuta la retorica nel collegio di Carmagnola, vorrebbero far passaggio alla filosofia, si offrono mezzi facili e poco costosi. Hanno infatti a poca distanza da Carmagnola, in un raggio di pochi chilometri, molti collegi d'insegnamento compiuto, all'uno o all'altro dei quali possono gli alunni recarsi comodamente mediante la ferrovia che attraversa quel paese.

Dunque io domando se per otto o dieci individui a cui toccherebbe in sorte di fare il corso di filosofia in altri collegi, possa essere poi tanto gravosa questa condizione di cose, quando si pensa particolarmente che andranno in altri siti colla certa prospettiva di ottenere un insegnamento più completo.

Voi conoscete abbastanza le località perchè sia necessario che io vi citi i collegi che stanno attorno a Carmagnola e che possono essere frequentati dagli allievi.

**VALERIO.** Quali sono?

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** Cominciamo ad averne tre a Torino, ne esiste uno a Moncalieri, a Pinerolo, a Saluzzo, a Savigliano, a Fossano, a Cuneo, e tutti sulla linea della strada ferrata, un altro a Bra, e forse altri ancora di cui ora non mi ricordo; ma mi pare che ne ho già citato un numero che può ritenersi sufficiente a provvedere all'insegnamento di questi dieci o dodici allievi che appartengono a Carmagnola.

Ma mi si dice: volete obbligare i poveri a fare questo tragitto, a spendere denari mentre non ne hanno; ed ecco che, per questo lato almeno, la vostra disposizione riesce contraria ai giovani poveri e di distinto ingegno.

Ma, signori, prima di tutto osserverò che, se valesse questa osservazione, bisognerebbe stabilire un collegio in ogni borgo dello Stato, giacchè non è la sola città di Carmagnola che produca giovani di eletto ingegno.

Dirò poi che il comune di Carmagnola, se gli stanno veramente a cuore questi ingegni distinti e di scarsa fortuna, potrebbe ancor meglio, invece di spendere tre o quattro mila lire nel corso di filosofia, convertirle in altrettante borse da distribuirsi a quelli che percorrono con maggior distinzione i corsi nel collegio di Carmagnola; ed in questo modo

si raggiungerebbe completamente lo scopo, e forse meglio assai che non collo stabilirvi un collegio compiuto. Col sussidio di queste borse costerebbe niente, od almeno quasi niente, l'insegnamento della filosofia a questi alunni, mentrechè coll'esservi la cattedra di filosofia in Carmagnola, costerà sempre loro il mantenersi quivi, giacchè non tutti abitano quella città, essendo essa divisa e suddivisa in diverse parti, in quattro grosse borgate, credo, sufficientemente distanti tra di loro, oltre ai cascinali che la circondano; cosicchè tutti quei giovani studenti che devono recarsi a fissare la loro dimora nel luogo principale, ove c'è il collegio non potendo sopportarne la spesa, questa verrebbe loro risparmiata per il corso di filosofia quando si creassero di queste borse, ancorchè dovessero per ciò recarsi altrove. Ma intralascio la questione del decreto 4 settembre, sia perchè giudico veramente che non sia questo il luogo di trattarla, sia perchè d'altronde essa fu già dibattuta assai nell'occasione del bilancio del 1856. Nè io voglio adesso disputare sull'altra questione, cioè se il canonico Bardessano avesse veramente intenzione di creare un collegio scolastico in Carmagnola, oppure di fare un dono alla società dei gesuiti: dirò solo di passaggio che tutti gl'intendimenti manifestati dai diversi atti pubblici di questo canonico tendono a dimostrare che le sue mire fossero tutt'affatto ascetiche, e si trattasse unicamente di opere spirituali.

Prima di disporre a favore dei gesuiti, egli aveva disposto della sua fortuna per un monastero di orsoline da stabilirsi in Carmagnola, ed esse certamente allora non davano alcun insegnamento.

**VALERIO.** Oh! oh!

**LANZA,** ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Non vi erano che le novizie che si preparavano alla vita claustrale...

**VALERIO.** Ne vorrei la prova.

**LANZA,** ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Non risulta dalla storia.

**VALERIO.** Quale storia? (Rumori)

**LANZA,** ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Dico che non risulta dalla storia di quei tempi; parmi quindi inutile che mi si dimandi quale? (Rumori)

**VALERIO.** Chiedeva quale storia dice che non insegnassero.

**PRESIDENTE.** Prego l'onorevole Valerio di non interrompere.

**VALERIO.** Bisogna venire con affermazioni.

**LANZA,** ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Io vengo con affermazioni, e sfido il deputato Valerio a provare il contrario: il canonico Bardessano nell'istromento dice solo che il suo intendimento era di favorire la virtù della castità.

**VALERIO.** Io lo sfido a provare quello che dice.

**PRESIDENTE.** Ma non interrompa.

**LANZA,** ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Ma poco dopo rivoce quel pio lascito, per quanto pare, ad istigazione degli stessi gesuiti che gli ottennero la facoltà da Roma, e dispose delle sue sostanze a favore del collegio della società di Gesù in Torino, con preghiera di fondarne anche uno a Carmagnola quando ne avessero i mezzi. Il fine a cui destinò il suo vistoso patrimonio è poi chiaramente spiegato da lui stesso nell'istromento di cessione, con queste parole che sono testuali: « dispongo di tutte le mie facoltà onde mirino totalmente all'opera della castità, che insomma abbraccino tutte le altre virtù cristiane, e mirino alla conservazione loro per mezzo della frequenza dei

sacramenti, esercizi della dottrina cristiana, ed altri simili esercizi; e, come fu il mio desiderio, procurare lo sviluppo morale di Carmagnola. » Ma è inutile il discutere oltre su di questo punto. Siccome non è mio intendimento di combattere assolutamente la domanda del comune di Carmagnola, di precludergli, direi quasi, qualsiasi via al conseguimento di un sussidio, per conseguenza non pretendo di affermare che l'intenzione assoluta, esplicita del benefattore, canonico Bardessano, fosse quella di voler escludere l'istruzione dalle condizioni del suo legato. Giacchè però si è molto discusso se la parola *collegio* potesse decidere la questione, a questo riguardo osserverò unicamente che risulta da prove, che si possono considerare come autentiche, che la società dei gesuiti usava promiscuamente la parola *casa o collegio* per designare il proprio convento o la propria congregazione. Basta consultare il *Dizionario di diritto canonico* del Ferraris, e si troverà che i gesuiti usavano sovente la parola *collegio gesuitico*, per indicare promiscuamente tanto la loro casa quanto il locale del noviziato.

Risulta inoltre dal *Dizionario della conversazione* che il padre Laynez, l'immediato successore del Loiola, avendo ottenuto di stabilire in Francia la sua società, dopo molte contestazioni del Parlamento e del Concilio di Poissy, la intestò: *Collegium societatis nominis Jesu*, senza che questo collegio avesse allora alcun insegnamento esterno.

Qui ho un calendario della società di Gesù, in cui vi è l'elenco dei soci e delle diverse case e istituti che dirigeva questa società in Piemonte, e vi trovo in principio questa intitolazione:

*Taurinense collegium ad Ss. Martyrum.*

Ora tutti noi sappiamo che la casa dei Santi Martiri non è mai stata un collegio scolastico nel senso che taluni sostengono; vi si facevano le scuole private di teologia per i gesuiti; era un noviziato, ed era tuttavia intitolato *Taurinense collegium*, il che prova che i nomi di casa e di collegio si sono sempre adoprati dai gesuiti promiscuamente, nel senso di congregazione o convento.

Ma ora si tratta di vedere se il legato Bardessano, dopo la soppressione della compagnia di Gesù nel 1773, e dopo il concordato del 1828, possa ancora essere in parte o totalmente rivendicato dal comune di Carmagnola.

Questa è la questione che è d'uopo definire: io non mi proverò di risolverla; desidero però vivamente che sia risolta nel senso favorevole a Carmagnola, perchè vorrei avere in mano mezzi copiosi per poter largheggiare coll'insegnamento; ma la questione essendo affatto legale, io la lascerò all'onorevole mio collega, il ministro di grazia e giustizia, tanto più che, qualora la questione di diritto fosse decisa a pro di quel comune, bisognerebbe ricorrere all'economato, amministrazione che sta sotto la sorveglianza del Ministero di grazia e giustizia.

Solo io dirò che, per quanto lo permetteranno i mezzi che il Parlamento vorrà concedermi per l'istruzione specialmente popolare, io procurerò di aiutare per quanto è possibile le scuole stabilite o che si stabiliranno a questo fine; e certamente, quando Carmagnola voglia seguire quella strada, e procurare d'allargar sempre più il beneficio dell'istruzione a vantaggio della massima parte di quella popolazione, io non mancherò di fare tutto il mio possibile per venirgli in aiuto sempre nei limiti del bilancio e del voto del Parlamento, tanto che venga decisa questa questione in senso favorevole al comune di Carmagnola, quanto contro. Io per conseguenza giudico che, dopo queste dichiarazioni, il pensiero del Ministero a questo riguardo sia sufficientemente chiarito.

**PRESIDENTE.** Il deputato Costa della Torre ha la parola.

**DELLA TORRE.** Il rispondere alla petizione della quale trattiamo, col passare senz'altro all'ordine del giorno puro e semplice, se attendiamo al solo rigor del diritto, io non mi azzarderei dirlo decisione infondata ed ingiusta: lo stato infelicissimo delle nostre finanze per una parte, se non altro, non permette al Governo di venire in soccorso degli oberati municipi in questo importantissimo interesse dello Stato, qual si è quello della pubblica istruzione: e per l'altra ci par chiaro che la petente città di Carmagnola, poggiando ad una disposizione testamentaria del fu suo benevolo concittadino, canonico Guglielmo Bardessano, il quale i non pochi suoi beni tutti destinava all'erezione, in sua patria, d'un collegio gesuitico; se dall'un canto non avrebbe titolo abile ad ivi fondare oggigiorno quel collegio, dall'altro, rigorosamente parlando, invano si cercherebbe nell'espressa volontà del testatore, che quei beni, nel caso non potesse stabilirsi il collegio de' gesuiti, dovessero impiegarsi in favore delle scuole civiche carmagnolesi.

Ma se questo passare al puro ordine del giorno non mi pare decisione assolutamente infondata ed ingiusta, non posso però ad un tempo persuadermi bastantemente che la medesima, nella specialità del caso, non costituisca tale un'ingiustizia che contermini propriamente con quel *summum ius* che dai giureconsulti si definisce per *summa iniuria*.

Ed inverò la Camera, e pel signor relatore e per l'onorevole deputato Valerio, conosce quale sia la disposizione del fu canonico Bardessano, e di quanto cospicuo emolumento la medesima si componesse. Aggiungerò io soltanto che i beni di cui si componeva, venduti dal regio economato al principe della Cisterna nello scorcio, se non isbaglio, del secolo XVIII diedero una somma non minore di 660,000 lire antiche di Piemonte.

Ora, che cosa domanda la città di Carmagnola? Essa domanda, non già questo capitale per erogarlo nella fondazione di un collegio; non già che almeno i frutti del medesimo le vengano assegnati pel mantenimento di allievi studenti o di un pensionato qualunque di pubblica istruzione; ma la sua domanda nei discretissimi termini si limita e si restringe ad un annuo sussidio per far fronte, senza aggravio soverchio del comune e dei contribuenti già tanto gravati ed oppressi, agli stipendi di professori e maestri, i quali valgono a mantenere e conservare in fiore quelle scuole che in ogni tempo ed incontestabilmente hanno dato ottimi, valenti ed utilissimi cittadini allo Stato.

Egli è certo, e spero non vorrà negarsi, che i collegi dei gesuiti attendessero, anche presso noi, alla pubblica istruzione, e non senza sorpresa ho sentito porre in dubbio che il collegio dalla casa dell'ordine si distinguesse, quando noi sappiamo come dai gesuiti si distinguono le case professe essenzialmente mendicanti, ed i collegi, i quali solo possono possedere, e che gli amministratori de'rispettivi collegi, rendendo annualmente i conti delle entrate e delle spese, si sottopongono a giurare che nemmeno un obolo di quanto appartiene ai collegi è stato erogato in favore delle case rispettive. Nessuno poi di noi può ignorare che l'istruzione de' collegi de' gesuiti non solo si compartiva agli allievi interni, ossia ai convittori, ma pubblicamente e gratuitamente anche agli allievi esterni, nè che l'istruzione non si limitasse alla scienza religiosa, ma si estendesse anzi largamente ad ogni scibile sociale ed intellettuale. I collegi gesuitici erano in sostanza, e sono ancora, dove sono ammessi, vere istituzioni di pubblica e generale istruzione.

Ora, se il canonico Bardessano volle che le sue sostanze fos-

sero impiegate nella fondazione di un collegio gesuitico in Carmagnola, nessuno può con certezza assicurare che egli intendesse a dedicarle ad una semplice istruzione ascetica; ma ben'anzi con giusta e fondata presunzione si può credere che egli appunto volesse assicurare alla patria un istituto di pubblica e generale istruzione, massime se si riguardi al tempo in cui egli viveva, cioè nel secolo XVII, tempo in cui l'istruzione pubblica de' collegi gesuitici teneva il primo, se non anche l'unico posto.

Per la soppressione avvenuta nel 1773 dell'ordine de' gesuiti, i beni che appartenevano ai rispettivi loro collegi, e così anche quelli del lascito Bardessano, furono dati in amministrazione al regio economato, e si sa che generalmente in tutti gli Stati dove esistevano siffatti collegi, si convertirono i beni a favore della pubblica istruzione, appunto perchè questo era il fine e lo scopo dei diversi lasciti fatti ai detti collegi.

Ma perchè mai il canonico Bardessano, essendo deceduto nel 1610 e la compagnia di Gesù non essendo stata soppressa che nel 1773, il collegio non venne mai stabilito in Carmagnola? La ragione risulta assai bene dalle disposizioni stesse del pio testatore. Il canonico Bardessano conosceva che il proprio patrimonio non bastava per detta fondazione: ma, siccome la desiderava enissamente, perciò egli istituì in suo erede il collegio de' gesuiti, stabilito in Torino, con che la metà dei redditi di sua eredità si capitalizzasse d'anno in anno, finchè ne risultasse il fondo sufficiente per la desiderata fondazione, avendo disposto che l'altra metà di detti redditi si erogasse in esercizi spirituali ed in soccorsi di derrate da distribuirsi a certe determinate famiglie.

Si è detto che, a malgrado delle replicate istanze fatte dalla città di Carmagnola per ottenere l'esecuzione della pia volontà del canonico Bardessano, il collegio de' gesuiti di Torino riuscì costantemente ad eluderne la speranza. Io ho avuto per pochi istanti, per gentilezza del signor relatore, le carte relative a questa pratica: ma non son riuscito a trovar traccia di queste replicate istanze.

Ad ogni modo, lasciamo il passato e veniamo al presente: egli è certo che il regio economato apostolico fu posto al possesso dell'intera eredità del canonico Bardessano e che fin dal 1773 ne amministra i fondi, senza che la città di Carmagnola abbia mai sentito alcunchè del grande beneficio che intese farle il proprio concittadino.

Trovasi ora la città di Carmagnola in tali strettezze, che si vede impossibilitata a conservare il lustro e l'utilità delle sue scuole, che tanto su molte altre provincie dello Stato la distinguavano. Sarà egli equo, chiedo io, se non iscrupolosamente giusto, che tanto siano i frutti de' latifondi Bardessano distolti in altri usi, mettiamo pure piissimi, e nulla sia erogato in favore dell'istruzione pubblica di quel paese cui avevali il testatore specialmente con tanto affetto e raccomandazione destinati, fino al punto di preferirlo ai più stretti e prossimi suoi congiunti?

Ho sentito bisbigliarmi all'orecchio che, se la città di Carmagnola crede aver ragioni sull'accennata eredità, diriga la sua azione in giudizio contro il detentore della medesima.

Ma, signori, la città di Carmagnola conosce benissimo che la sua ragione si fonderebbe ad avere un collegio di gesuiti; e che oggigiorno a tale istituzione osta la legge: ma ella sa parimente che l'eredità della quale si tratta fu destinata all'istruzione pubblica, a favore della quale furono sempre convertiti i fondi dei collegi de' gesuiti da quell'autorità che di tali beni ha sempre disposto: ed è precisamente a questa stessa autorità che oggi la città di Carmagnola si rivolge per

ottenere almeno sui fondi Bardessano un qualche sussidio per le sue scuole.

Se avvii erogazione piena di equità, certamente sarebbe questa di una qualche annua sovvenzione sui redditi dell'eredità Bardessano, a favore delle scuole di Carmagnola, siccome richiesta dalla presunta volontà del pio testatore, dalla cospicuità dei fondi da esso lasciati, e dall'uso costantemente fatto dei beni dei soppressi collegi gesuitici, in favore cioè della pubblica istruzione.

Pertanto io sarei d'avviso che la petizione della città di Carmagnola possa trasmettersi al ministro dell'istruzione pubblica, perchè, in occasione del riordinamento che si sta studiando del pubblico insegnamento, veda nella sua saviezza, se, avuti ad ogni cosa gli opportuni e convenienti riguardi, non sia per avventura il caso di appoggiare, di concerto col ministro di grazia e giustizia, la domanda della città di Carmagnola presso il Re, per un annuo sussidio sui fondi dell'antico asse gesuitico, di cui l'economato regio apostolico trovasi tuttora al possesso.

**SINEO.** Mi rincresce di essere arrivato tardi (*ilarità*), e quindi di correre rischio di ripetere quello che altri oratori abbiano detto. Eviterò questo pericolo epilogando in pochi termini i motivi del mio voto.

Io ho la ferma convinzione, acquistata non solo colla lettura di tutte le costituzioni pontificie che sancirono l'esistenza di quell'istituto, ma anche coll'insegnamento che ho ricavato dalle decisioni costantemente uniformi delle Corti del Piemonte, che i gesuiti, a termini del diritto canonico sancito dai pontefici, non meno che a termini del diritto civile risultante dalla giurisprudenza delle Corti del regno, sono nel novero degli ordini mendicanti. Dunque non potevano ricevere donazioni.

Molte decisioni furono profferite in questo senso; e l'onorevole guardasigilli, versato in questa materia, potrebbe egli stesso citarne delle recentissime. La donazione dunque, di cui è cenno in questa petizione, non ha potuto essere fatta all'ordine dei gesuiti, non ha potuto essere fatta che ad uno di quei corpi morali, che erano bensì sotto la direzione scientifica e spirituale dei gesuiti, ma che avevano esistenza propria e affatto separata da quella dell'ordine religioso mendicante dei gesuiti. Esistevano civilmente questi corpi morali per volontà del Governo di questo Stato.

Questi corpi morali riconosciuti dal Governo e dalla Santa Sede erano i collegi ed i noviziati. Le case dei gesuiti non potevano possedere; ciò risulta da molte costituzioni di pontefici, che spiegano le costituzioni dei gesuiti, delle quali non darò lettura alla Camera, perchè forse saranno già state citate nei precedenti discorsi; le tengo qui in mano per copie autentiche e le metto a disposizione della Camera.

Ciò posto, questa donazione fatta ad un collegio di gesuiti sotto la condizione che altro collegio fosse eretto in Carmagnola, non attribuiva essa un diritto al comune di Carmagnola? Evidentemente una donazione fatta ad oggetto d'istituire un corpo morale in un dato luogo, dà diritto agli abitanti di quel luogo al quale l'esistenza del corpo morale è per riuscire profittevole. Se si fosse fatto un legato sotto simile condizione, avvisando all'erezione d'un ospedale in Carmagnola, domando se si potrebbe assegnare ad altro uso questo capitale destinato a sollievo degli ammalati di Carmagnola. Fra una donazione fatta per fondare uno spedale ed una donazione fatta per istituire un collegio non veggio differenza. Ciò posto, se questi fondi esistono ancora, se sono amministrati sotto la mano del Governo, non ha diritto la città di Carmagnola di rivendicare a suo favore questi fondi?

Non potrebbe, come si disse ottimamente ieri, opporsi al suo diritto altro ostacolo che quello della prescrizione. Se non fosse questo diritto prescritto, evidentemente si rivendicherebbero utilmente davanti ai tribunali quei beni che furono devoluti ad oggetto d'istituire un collegio in Carmagnola. Ma la prescrizione si può essa opporre ad un voto del Parlamento? Il Governo può esso valersi della prescrizione per impedire che il Parlamento riconosca i diritti di questi nostri concittadini? Non credo che una massima di questo genere sia per prevalere nel seno della Camera. Il diritto è certo.

In quanto alla prescrizione, sarebbe ancora da discutersi se realmente essa vi sia. Quando si tratta di cose che sono ritenute a titolo di semplice amministrazione, non possedute a titolo di dominio da nessun corpo morale, chi è che avrà prescritto? Quale è il corpo morale a favore del quale si sarà acquistata la prescrizione? Forse l'economato? Ma l'economato non può acquistare per prescrizione, perchè non è che un semplice amministratore nominato dal Governo per amministrare certi beni cui mancano occasionalmente altri legittimi amministratori.

Accenno a queste argomentazioni che potrebbero dar luogo ad ampio sviluppo, soltanto per indicare come sia tutt'altro che certo che si possa opporre la prescrizione alla città di Carmagnola, quando venisse a rivendicare davanti ai tribunali questi beni. Ma, lo ripeto, io non credo che la questione di prescrizione sia quella che sia da agitarsi davanti al Parlamento, quando si tratta semplicemente di fare un eccitamento al Governo. È giusto o non è giusto che questi beni, provenienti da quel fondatore, il quale non altrimenti spogliava sé ed i suoi eredi, salvo per donare un collegio alla città di Carmagnola, è giusto, dico, o non giusto, che questi beni siano ridonati alla loro primitiva destinazione?

La giustizia di questa restituzione non può essere rievocata in dubbio.

Vogliamo noi fare un'ingiustizia, o vogliamo piuttosto intrometterci onde a questa ingiustizia sia posto riparo? Ma la città di Carmagnola non domanda di avere tutto quel largo patrimonio contemplato nella fondazione di cui si tratta; essa si contenta di un discreto sussidio per mantenere le sue scuole.

Questa conclusione mi pare che sia così evidentemente giustificata dai titoli, a cui la città di Carmagnola ricorre, che sarebbe uno spendere inutilmente le parole a volerne fare la dimostrazione, ed egli è perciò che io col mio voto e con tutto il cuore appoggio la petizione della città di Carmagnola.

**DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia.** Malgrado il desiderio di favorire per quanto è possibile l'istruzione pubblica, desiderio comune tanto al Governo quanto ai membri tutti della Camera, io aveva già intenzione di oppormi all'invio della petizione di cui si tratta al Ministero di grazia e giustizia, per il fine indicato nella petizione medesima, e mi sono viepiù confermato in questa intenzione dopo aver inteso le osservazioni dell'ultimo onorevole preopinante.

Infatti, egli diceva che il comune di Carmagnola possa avere dei diritti verso lo Stato e verso l'economato pei beni che il teologo Bardessano lasciava alla compagnia di Gesù cogli atti di donazione e coi testamenti già menzionati; che in realtà non possa essere posto in questione che il municipio di Carmagnola, quantunque non specialmente nominato nelle dette donazioni e testamenti, abbia diritto d'invocare le disposizioni risultanti da tali donazioni e testamenti per lo stabilimento di un collegio nello stesso comune; che non sia da credere che nè lo Stato nè l'economato vogliano opporre prescrizione a cotali ragioni, la quale pure urterebbe alla giustizia di queste.

Or bene, senza entrare nelle gravi questioni legali che possono essere la conseguenza di queste asserzioni, mi basta di avvertire che, se il municipio di Carmagnola crede di avere azioni per farsi dare o dallo Stato o dall'economato un'indennità qualunque per vendita dei detti beni; se crede avere qualche azione esperibile, deve fare la causa innanzi ai tribunali. Sarebbe meno conveniente che noi trattassimo qui questioni che possono essere portate davanti ai tribunali. Noi non possiamo nè dobbiamo invadere le attribuzioni del potere giudiziario. Quindi si deve senz'altro passare all'ordine del giorno, come ha proposto la Commissione.

Egli è però bene che la Camera sappia che il municipio di Carmagnola è uno di quelli che sono maggiormente beneficiati dall'economato.

L'economato generale corrisponde una largizione annua alla discendenza appunto della famiglia a cui apparteneva il teologo Bardessano.

**VALERIO.** Quanto le corrisponde?

**DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia.** Non ho presente la cifra precisa, ma è costante che l'economato generale corrisponde una largizione ai discendenti della famiglia Bardessano. Provvede annualmente alla congregazione di carità tante derrate pel prezzo annuo di lire 1520, incirca, e dà annualmente lire 200 o 300 per elemosina ai poveri.

Anni sono, essendosi ampliato il fabbricato che serve al mercato in quella città, l'economato generale ha contribuito per una somma cospicua. La parrocchia del luogo è tutta a di lui carico. Coi fondi dell'economato infine si fa fronte alle spese delle scuole elementari; ed ultimamente, essendosi fatto un progetto di una strada comunale tra la città di Carmagnola ed il comune di Poirino, a richiesta di quella, l'economato si è disposto a cedere gratuitamente il terreno che era necessario per la rettilineazione di quella strada, lungo il di lui tenimento di Casanova, oltre forse qualche altro vantaggio. Ed io sono persuaso che, quando il comune di Carmagnola si diriga all'economato per ottenere qualche sussidio, per essere aiutato nella spesa del suo collegio, troverà in esso ed in chi lo dirige la stessa generosità che ha trovato sinora; ma perciò non è necessario che essa invochi l'appoggio della Camera, nè io mi sarei alzata a sostenerla; ma il fatto è che ei chiede tutt'altro.

**SINEO.** Domando la parola. (*Rumori*)

**VALERIO.** Se veramente il comune di Carmagnola dichiarasse di aver diritti sopra questi redditi, e intendesse di esperirli per via giuridica, avrebbe perfettamente ragione il signor ministro di respingere coll'ordine del giorno la domanda dei petenti, nè io mi sarei alzata a sostenerla; ma il fatto è che ei chiede tutt'altro.

Il povero comune di Carmagnola, che dal 1584 si è visto defraudato da questo ricchissimo asse, che ha sempre trovate contrarie ai suoi diritti tutte le autorità che si sono succedute d'allora in poi, compresa quella del Governo francese, il povero comune di Carmagnola non accampa diritti, ma pone innanzi considerazioni di equità. Esso dice: « voi, o signor ministro, riconoscete i nuovi bisogni che, in grazia di una vostra ordinanza, sono creati nel mio collegio; voi siete il tutore naturale (io dico anzi che dovrete essere di più che tutore naturale) dei beni dell'economato; ebbene, fate che di questi beni, una porzione minima mi sia restituita, la cui mercè mi sarà dato conservare il mio collegio. » Così facendo, voi avrete presa una decisione, la quale, se non potrebbe esservi imposta

dai tribunali, sarà però in tali termini di equità che nessuno vorrà disconoscere.

Avvi qualcuno che possa contestare che questa cospicua ricchezza non sia stata creata in Carmagnola, e che non fosse intenzione del testatore di destinarla a beneficio di quel comune? E per altra parte avvi qualcuno il quale possa asserire che una parte anche minima di quel legato sia mai andata a beneficio del medesimo? Certo nessuno.

Dunque, quando il comune dice « voi possessore di questa terra, di questo ricco asse ereditario, fate coll'influenza che esercitate sopra quel corpo che ora lo possiede, fate che me ne venga una qualche porzione, ed io la rivolgerò a mantenere, ad allargare, se volete, l'istruzione popolare dei miei cittadini » egli è evidente che il comune di Carmagnola, così dicendo, non intende presentarsi ai tribunali, e che vi domanda una cosa, io confesserò schiettamente, a cui sono grandemente meravigliato di trovare oppositori sul banco del Ministero.

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** Oh!

**VALERIO.** Io sono altamente meravigliato di ciò, perchè la è cosa evidente che questa domanda è fondata sull'equità.

Di più io vengo ad indicarvi un mezzo con cui voi potete rivolgere ad un oggetto di utilità incontestabile, che voi stessi promovete, quello dell'istruzione pubblica, una parte di una ricchezza che venne sviata dal suo fine per moltissimi anni, e che forse non è interamente, ora che vi parlo, applicata come dovrebbe esserlo.

E qui ricorderò un voto della Camera col quale dichiaravasi che il bilancio dell'economato dovesse essere presentato al Parlamento. Ora, sintantochè questo bilancio non sarà presentato, e che noi non avremo veduto in quali usi siano impiegate queste ricchezze, in qual modo siano amministrate, io ho diritto di dire che le rendite dell'economato saranno certamente ben applicate, quando lo siano all'istruzione popolare del paese a cui erano destinate, e che forse altrimenti non saranno così bene impiegate.

Io dunque, ripeto, sono in pieno diritto di dire che mi meraviglio altamente d'incontrare quest'opposizione sul banco del Ministero.

Ora io spero che quando venga riconosciuto che il comune di Carmagnola non intende esperire questo diritto davanti ai tribunali, cesserà l'opposizione del signor ministro di grazia e giustizia; e che egli vorrà acconsentire che la petizione gli sia trasmessa, ond'egli, con quei mezzi di perequazione che ha in sue mani, e colla sua influenza sorregga la domanda che il comune di Carmagnola farà direttamente all'economato per ottenere questo sussidio.

Nè lo trattenga dal far questo l'aver veduto che l'economato distribuisce 300 lire ai poveri di Carmagnola, e paga, come è prescritto dalle tavole testamentarie, una pensione agli eredi del Bardessano, oltre ad alcuni sussidi dati al comune.

Badi il signor ministro che l'economato possiede nel territorio di Carmagnola così ampi e ricchi fondi, per cui non è meraviglia se fa per quel comune ciò che farebbe qualunque possidente.

Io domando se un ricco proprietario, il quale possedesse centomila lire d'entrata sul territorio di Carmagnola, come lo possiede l'economato, e che vivesse in Torino, non si terrebbe in debito di far qualche cosa pel paese d'onde gli viene tanta ricchezza, perchè l'assenteismo venga ad essergli perdonato. E la cosa è appunto in questi termini: l'economato

possiede una gran parte del territorio di Carmagnola; non è dunque a maravigliare se concorre alla costruzione e al mantenimento delle strade, e dia qualche elemosina ai poveri di un paese dal quale esporta così larghe sostanze.

Io non ho voluto ieri entrare, e non entrerò oggi, qualunque me se ne porgerebbe il destro, nella questione del decreto 4 settembre; la maggioranza della Camera ha già dato in proposito un suo voto; un altro sarà chiamata a darlo quanto prima; quindi preferisco evitarla.

Tuttavia non posso tralasciare di notare che, secondo me, l'onorevole Berti era precisamente nel suo diritto quando lo discuteva, perchè una parte della petizione di Carmagnola è appunto ad esso relativa.

Risponderò ora al signor ministro intorno a ciò che diceva relativamente al collegio di Carmagnola, che esso sia cioè in perfetta decadenza...

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Io non ho detto questo; ho detto solo che è scaduto da quel che era prima.

**VALERIO**... che gli alunni di filosofia sono pochi, ecc. Io farò osservare che il collegio di Carmagnola conta 106 alunni...

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. No; 67.

**VALERIO**. Ne ha 106.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Ella prende il numero di un anno, e non la media di un triennio...

**VALERIO**. Io desumo le mie cifre da un documento che mi è stato fornito dal municipio medesimo.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Io presento dei dati ufficiali; se me ne cita di quelli presi qua e là, allora...

**VALERIO**. Quelli su cui mi appoggio sono i dati più certi che vi possano essere, sono quelli del municipio; ed io domando al signor ministro se egli possa averne di fonte migliore. Certamente nessuno vorrà darsi a credere che il municipio si faccia a comunicare dati falsi. Io dico adunque che al presente il collegio di Carmagnola conta 106 alunni, 15 di filosofia, 15 di retorica, 55 di terza classe di grammatica, insomma 106 in tutto. Vedo, al contrario, che il collegio di Pont-Beauvoisin, che è collegio regio, ne ha soltanto 65; che il collegio di Albertville ne ha 45, quello di Annecy 70, quello di Saint-Jean-de-Maurienne 67, quello di Thonon 68, quello d'Alba 75, quello di Bobbio 53, quello di Sospello 47, quello di Pallanza 45, quello di Susa 75, quello di Varallo 94. Ora io domando se, mentre questi collegi reali hanno un numero d'alunni tanto minore, si possa spogliare dell'insegnamento della filosofia un collegio che conta tanti alunni di più. Dove è la logica? Dove è la giustizia?

Il signor ministro ha detto: ma Carmagnola ha molti comuni all'intorno che sono provveduti di collegi; essa può mandare quivi i suoi alunni. Risponderò che Carmagnola è una città di 15 mila anime, mentre i paesi a cui accennava il signor ministro, hanno una popolazione molto minore, e che per conseguenza dovrebbero questi mandare i loro alunni alle scuole in Carmagnola e non viceversa.

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. C'è una legge che dichiara reali i collegi dei capoluoghi di provincia.

**VALERIO**. Non è però men vero che il collegio di Carmagnola, il quale non è regio, e che è intieramente mantenuto a spese del municipio, conta un numero d'alunni molto maggiore che non i collegi reali. Il signor ministro, come ho os-

servato, ha detto: si mandino gli alunni ai collegi vicini. Ed io gli rispondo che, se questo sistema fosse stato adottato, uno degli uomini, il cui nome venne citato con maggior onore in questo Parlamento, il quale onora la cattedra dalla quale insegna, non sarebbe professore, e forse in questo momento userebbe la zappa e la marra, invece di essere il lustro della nostra Università e del paese che lo ha veduto nascere. Egli era poverissimo, ed io lo vidi vestito miseramente sui banchi della scuola; ebbene, se egli avesse dovuto aggiungere pochi soldi al mese, non avrebbe potuto frequentare le scuole, ed è appunto perchè eravi un collegio nel suo paese natale che quest'uomo illustre ha potuto compiere i suoi studi e divenire l'ornamento della sua città.

Il signor ministro ha detto: se stesse quest'argomento in favore di quello che l'onorevole Berti chiamava *democrazia*, bisognerebbe stabilire un collegio in ogni borgo.

Eh! lasciate che si aprano i collegi anche in ogni borgo, e non venite coi vostri regolamenti ad inceppare l'attività umana. Imitate l'America e l'Inghilterra nella libertà, e forse sorgeranno collegi anche in tutti i borghi. Del resto, sono pochi i borghi che contano come Carmagnola 15 mila abitanti. Sono pochi i borghi che abbiano un territorio così ricco, e dove sia così grande il numero dei giovani i quali siano naturalmente, anche senza essere dotati di grande ingegno, chiamati ad essere dottori in medicina, come l'onorevole Lanza, e dottori in legge, come gli onorevoli Rattazzi e Deforest.

Venendo alla questione storica che venne portata in questa discussione, il signor ministro ebbe a dire che l'istituto dei gesuiti confondeva in uno le case coi collegi; che il signor Bardesano, col creare un collegio non aveva inteso favorire l'istruzione pubblica, perchè i gesuiti facevano delle case e dei collegi una cosa sola; e per dare una prova di questo fatto, il signor ministro ci venne citando il *Dizionario canonico* del padre Ferraris, ed il *Dictionnaire de la conversation*.

Ma dimando io se il padre Ferraris ed il *Dictionnaire de la conversation* abbiano maggior autorità, in fatto di gesuiti, che i gesuiti stessi, i quali hanno steso i regolamenti del loro ordine.

Ora io veggio nelle costituzioni della società di Gesù un capitolo consacrato interamente alle case; ne veggio un altro consacrato interamente ai collegi, e scorgo che le case hanno prescrizioni ed ordinamenti particolari, che non si riferiscono ai collegi; onde sono in diritto di dire che ha errato il padre Ferraris, e che ha errato, come erra quasi sempre, il *Dictionnaire de la conversation*, di Parigi...

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Ho pure citato il *Catalogus sociorum et officiorum societatis Jesu*, stampato nel 1842 in Torino per cura degli stessi gesuiti: è un documento ufficiale.

**VALERIO**. La tesi del signor ministro è questa: la casa dei Santi Martiri che apparteneva ai gesuiti, nel documento che presenta, è chiamata collegio. Ora non ammettendo quella alunni, ne trae la conseguenza che presso i gesuiti case e collegi sono la stessa cosa.

Io gli rispondo che era un collegio, perchè vi si insegnava ai novizi. I collegi erano divisi in questo modo: alcuni erano puramente per i noviziati, altri avevano le scuole esterne e nello stesso tempo il noviziato; mentre nelle case non vi era nè noviziato nè insegnamento per gli esterni.

Inoltre il documento citato dal ministro è di questo secolo, mentre io parlo del secolo in cui testava il canonico Bardesano. In quel secolo era certamente così. Chi può affermare che i gesuiti non abbiano poscia mutati i loro ordinamenti?

Dico quindi che le autorità citate dal signor ministro deb-

bono chinarsi davanti alle costituzioni gesuitiche in siffatta questione.

Io avrei molte altre cose da aggiungere, ma sono stanco e mi pare che lo sia anche la Camera. Per conseguenza mi riassumo, e pigliando atto dalle dichiarazioni fatte dai signori ministri dell'istruzione pubblica e di grazia e giustizia, che cioè sono disposti a far tutto quello che possono per favorire l'insegnamento in Carmagnola...

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. In tutto lo Stato.

**VALERIO**... in tutto lo Stato, e quindi anche in Carmagnola, perchè spero che questa città non sarà ritenuta *ex lege*, che farà parte ancora della terra subalpina, e che godrà delle leggi costituzionali. Ciò essendo, parmi che debba anche godere dei sussidi che i signori ministri intendono di accordare pel progresso della pubblica istruzione.

Dunque, riassumendo, prendo atto delle dichiarazioni fatte dai signori ministri, e domando che questa petizione sia loro mandata, senza altra prescrizione se non quella che essi facciano quello che potranno onde ottenere che questo collegio non venga a patire uno scapito, e per dare i maggiori soccorsi possibili per l'istruzione di questo paese, ed io spero che il signor ministro dell'istruzione pubblica troverà questi sussidi nel bilancio, come ha detto, ed il signor ministro di grazia e giustizia potrà farne concedere coll'influenza che esercita sopra il regio economato.

Se questa influenza non potrà esercitarla, se egli nulla potrà fare, non sarà però men vero che col voto della Camera si sarà esternato il desiderio che a questo municipio sia porta una mano soccorrevole, e che, se questo non verrà fatto, non sarà nostra la colpa.

**DEFORESTA**, ministro di grazia e giustizia. Non tratterò lungamente la Camera, e mi limiterò solo a due semplici osservazioni.

Mi pare che il sistema dei sostenitori della petizione del comune di Carmagnola sia veramente singolare. Si ragiona per dimostrare che il comune di Carmagnola ha dei diritti a far valere o contro lo Stato, o contro l'economato, e poi nella conclusione, e quando si dice « se il comune di Carmagnola crede avere dei diritti li esperisca avanti ai tribunali, » allora si termina per dichiarare che il comune fonda la sua domanda, non sul diritto, ma soltanto sull'equità.

Ma intendiamoci: o questa equità s'invoca per conseguenza dei pretesi diritti, ed allora sta sempre che anzitutto quei diritti debbono essere accertati davanti ai tribunali; ovvero l'equità s'invoca come sinonimo di un favore, ed in tal caso io non credo che la Camera possa fare una raccomandazione di tal fatta, la quale sarebbe pericolosa e contraria perfino alla dignità del Parlamento che non deve farsi sollecitatore di favori.

Nella condizione in cui trovasi il comune di Carmagnola, se ne trovano tanti altri; giacchè i gesuiti avevano delle case e collegi in tanti altri comuni. Ammettete il rinvio che vi si domanda dal comune di Carmagnola, raccomandate al Governo di dare sussidi ai municipi non per altra ragione che perchè anticamente vi era qualche stabilimento che rimase soppresso, per questo o quell'altro motivo, e vedrete dove vi condurranno simili raccomandazioni.

Io ripeto che, come finora il comune di Carmagnola è stato beneficato dall'economato, quando fosse il caso di accordargli anche questo sussidio pel suo collegio, potrà ottenerlo dirigendosi direttamente allo stesso od al Ministero, ma che la Camera non se ne prenderà alcuna ingerenza.

L'onorevole Valerio faceva poi equivoco quando, accen-

nando ai beni che possiede l'economato nel comune di Carmagnola, lasciava credere che una parte di tali beni provenivano dal lascito del teologo Bardessano. È vero che l'economato possiede una quantità di beni e che forse sarà uno dei principali possidenti del comune di Carmagnola; la deve essere così, giacchè paga più di 20 mila lire all'anno di tributo, ma è costante che non possiede nemmeno un palmo dei terreni che appartenevano alla famiglia Bardessano; questi beni furono alienati dalle finanze. Ed a questo riguardo, benchè mi sia incresevole di parlare della questione di diritto, perchè nessuno più di me deve rispettare le attribuzioni del potere giudiziario, non posso a meno di ricordare ai sostenitori della petizione in discorso che i detti beni furono alienati dalle finanze, le quali se ne sdebitarono largamente.

È noto alla Camera il concordato del 1828, in forza del quale lo Stato diede compensi larghissimi appunto pei beni che ebbero le finanze dall'asse ex-gesuitico; quindi, se non si chiedesse il desiderato sussidio che in considerazione dei beni che le finanze ebbero dal detto asse, io dichiaro altamente che opinerei per la reiezione della domanda, appunto per non ammettere il principio che le finanze siano tuttora contabili verso chiunque siasi pei ridetti beni. Il solo motivo che io consiglio al comune di Carmagnola di far valere, si è il favore che si accorda sempre all'istruzione pubblica, ed il possesso, direi quasi, in cui egli è di essere largamente sussidiato dall'economato in tutte le sue opere pubbliche e di beneficenza.

Prego pertanto sempre più la Camera di respingere il chiesto invio della petizione al Ministero. Le conclusioni prese dai petenti e lo sviluppo che si è dato alla petizione in questo recinto, darebbero a quell'invio una portata oltremodo pericolosa; spero che la Camera non lo perderà di vista.

**PRESIDENTE**. La parola spetta al deputato Sineo.

*Voci.* Ai voti! ai voti!

**SINEO**. Ordinariamente dopo i discorsi dei ministri si ammette una risposta; almeno è così in tutti i Parlamenti. (*Movimenti*)

Io credo che ci sia molto da dire, ma dirò poco. Il signor guardasigilli ha fatto atto di abile avvocato quale egli è, ed insieme un tratto di quella cortesia che egli suole usare verso i colleghi.

Il signor ministro non ha voluto mettersi in contraddizione coll'onorevole suo collega il ministro dell'istruzione pubblica; non ha voluto contraddire alle proposizioni un po' strane che uscivano involontariamente dalla bocca di un uomo di Stato che non ha avuto occasione di studiare il diritto canonico, al quale si riferiscono le ragioni che furono a questo riguardo addotte. Non è a stupire che in queste materie, alle quali esso è estraneo, il ministro abbia messo fuori qualche strafalcione. (*Mormorio*)

Giustificerò le mie parole. Il signor guardasigilli ha accuratamente evitata la questione con un artificio oratorio che non debbe impedire alla Camera dall'esaminare il merito della questione. Il signor guardasigilli vorrebbe che non si potesse mai trattare davanti la Camera di un diritto che compete allo Stato o contro lo Stato, perchè, dice egli, debbono giudicare i tribunali; noi usurperemmo le loro prerogative; ed è questa la sua grande obbiezione. Questa volta egli è gelosissimo di conservare le prerogative dell'ordine giudiziario, di conservare la sua perfetta indipendenza. Egli porta il rispetto dovuto ai tribunali sino al punto di impedire che ciascuno disponga delle proprie ragioni e ne valuti l'intrinseco merito. Non si può vietare al padrone di chiamare ad esame le proprie ragioni. Chi è il padrone dei beni dello Stato? È lo Stato

stesso. Chi rappresenta lo Stato non è forse il Parlamento? Ora io domando se vi è qualche tribunale che possa giudicare dei diritti di un proprietario contro la volontà di questo proprietario: e domando se prima d'intraprendere o di sostenere una lite, ciascuno non debba seriamente esaminare quale sia il fondamento delle proprie ragioni.

Ci è una giustizia che è al disopra dei tribunali, che sta riposta nel cuore di ogni individuo: io ho già sviluppata parecchie volte questa proposizione davanti alla Camera, e non fu mai vevolmente combattuta. Il proprietario, l'interessato ad esercitare un diritto, od a difendersi da una domanda, è il primo giudice della giustizia delle proprie ragioni. Un uomo d'onore non potrebbe, quando gli venisse fatta qualche ragionevole domanda, rispondere: io ho commessa un'ingiustizia, io so che ho la roba d'altri, ma non voglio darla perchè i tribunali non possono condannarmi. Questa risposta che sarebbe disonorevole nella bocca di un individuo, il signor guardasigilli la vorrebbe rendere necessaria, inevitabile per parte dello Stato. Egli vorrebbe mettere lo Stato in una condizione peggiore di quella di qualunque individuo; vorrebbe togliere alla nazione il diritto di fare giustizia sopra le proprie ragioni.

Io credo che questa proposizione non può trovar radice in questa Camera. È cosa che non regge a serio esame. Si tratta di vedere se il comune di Carmagnola ha o non ha diritti; il signor guardasigilli soggiunge: « li proponga davanti ai tribunali. »

Io dico che, prima di tutto, dobbiamo esaminare se convenga di opporci all'esercizio di questi diritti.

Abbiamo molti esempi di questioni di questo genere portate dinanzi ad un Parlamento. Ma non si tratta di questo, come egregiamente osservava l'onorevole Valerio. Il comune di Carmagnola non ha mosso istanza alcuna ai tribunali; il comune dice: io ho un diritto, eccolo; in contemplazione di questo diritto fatemi un favore.

Ma il signor ministro soggiunge « doversi distinguere tra diritto e favore: od è un diritto, andate al tribunale; od è un favore, e la Camera non è sollicitatrice di favori; vadano all'economato, e quindi si vedrà se debba esso fare quest'elemosina al comune di Carmagnola. »

Signori, il comune di Carmagnola invoca davanti ai rappresentanti della nazione una ragione di giustizia; esso non propone un'istanza giudiziaria; non gli si può dunque eccepire che si voglia rimandare questa questione davanti ai tribunali.

Esso vi domanda, o signori, che non sia deteriorata la sua condizione, che lo si ponga in grado di mantenere quell'insegnamento che da lungo tempo in quel collegio si fa con vantaggio dell'intero Stato, ed in vista dei buoni frutti usciti da quel collegio con tanto decoro delle scienze.

Si dice che questa domanda abbia ad essere diretta all'economato: l'economato ha provveduto per la strada, pel mercato del bestiame; provvederà ancora per gli studenti e per professori (*Harità generale*)

Quando l'economato concorreva nelle spese delle strade e della tettoia pel mercato del bestiame, esso non faceva altro che un atto di buona amministrazione dei beni che sono da esso amministrati. Possessore, a tale titolo, di fondi per cui paga 20,000 lire di contribuzione, produttore quindi di una grande quantità di bestiame nei dintorni di quella città, aveva bisogno di migliorare la condizione del mercato ove poter comodamente smerciare questa sua ricchezza. In questo adunque esso non faceva che provvedere, e giustamente, ai suoi doveri di amministratore. Ma quando si tratta di disporre per la pubblica istruzione è altra cosa.

Quando il signor ministro disse: « si dirigano all'economato, » egli non ha forse ben calcolato il valore delle sue parole, perchè egli con ciò alluderebbe all'economato come potenza diversa dal Governo. Ma l'economato non è che un direttore generale di una azienda del Governo come tutte le altre. Ed io domando al signor ministro (perchè, quantunque egli non ritenesse i sigilli in quel tempo, non può ignorare come fu condotta quella pratica) se quando si ingiungeva all'economato di dare quelle molte migliaia di lire per venire in soccorso ai parroci della Savoia, siasi domandato il permesso all'economato, o se ciò non siasi ordinato senza veruna specie di assenso del medesimo. Se dunque il Ministero già dispose, senza sentire l'economato, di molte migliaia di lire, perchè non potrà il Parlamento eccitarlo a disporre di poche centinaia di lire per l'istruzione pubblica in Carmagnola?

Il Ministero non ha questi scrupoli quando crede realmente che l'utilità pubblica lo richiegga. Qui noi abbiamo dimostrato che non solo l'utilità pubblica lo richiede, ma lo richiede pure la giustizia.

Per dimostrare che la domanda del municipio di Carmagnola ha un carattere, non solo d'utilità e di convenienza, ma anche di giustizia, si è dovuto entrare nel merito dei titoli che furono invocati dal comune di Carmagnola.

Si è detto che non si tratta di donazione fatta per la istruzione, ma al corpo dei gesuiti; e ciò sull'autorità di un Ferraris da Grado, raccogliitore per ordine alfabetico di molte disposizioni di diritto canonico e di decisioni della Ruota romana: di un *Dictionnaire de la conversation*, di un semplice catalogo stampato in Torino, in cui si pretende che siasi chiamato collegio ciò che probabilmente non era che una casa professa.

Ma, Dio buono! il Ferraris da Grado, mi rincresce il dirlo, non era che un compilatore ignorante, la cui raccolta non ebbe mai credito; serve solamente per trovare la data delle decisioni. L'epilogo che egli ne faceva si trovava spesso in aperta contraddizione colle decisioni stesse da lui citate.

Questo ricorrere alle opere di autori che non ebbero mai credito nè nelle scuole nè presso i magistrati prova quanto sia stato inopportuno il decreto reale promosso dal signor ministro dell'istruzione pubblica col quale egli sminuiva nell'insegnamento universitario l'importanza del diritto canonico. Si vede che di questo insegnamento se ne ha veramente bisogno. Se si va di questo passo si dimenticherà affatto, e non vi sarà più chi sappia difendere i diritti dello Stato contro le esigenze della Chiesa romana.

Ma a fronte del *Dictionnaire de la conversation*, a fronte di quel povero Ferraris da Grado, a fronte di un semplice catalogo dei gesuiti, noi abbiamo le costituzioni stesse dei gesuiti, e quelle dei pontefici: io le ho qui tra le mani, come ho detto poc'anzi, e le leggerei, se non avessi promesso di limitarmi nello sviluppo della mia tesi. Costituzioni pontificie date da sei papi successivamente, ripetono che i gesuiti sono mendicanti e nulla possono possedere, nessun dominio in essi si poteva trasferire.

A che citarmi il dizionario *de la conversation* o il Ferraris da Grado, quando sommi pontefici ripetutamente e nella forma la più solenne enunciano questa verità? Ma il signor guardasigilli lo sa, e non può negarlo, profondamente versato qual è in questa dottrina; come dunque viene a mettere in dubbio ciò che non è dubbioso, che cioè, quando si faceva una donazione ad un collegio di gesuiti, si faceva una donazione a un collegio di educazione per le scienze e per le lettere, e non una donazione a favore dei frati?

Essendosi dimostrato che questi beni erano destinati all'e-



ducazione scientifica e letteraria dei giovani di Carmagnola, si è provato che non poteva volgersi ad altro scopo la rendita di questi beni senza violare la volontà del fondatore. Ora, questa volontà si invoca giustamente dal municipio all'oggetto di essere così tenuamente sussidiato come egli si contenta di esserlo. Ma si dice: voi toccate una questione che concerne l'asse gesuitico; ci fu un concordato per quest'asse gesuitico e fu il valore del medesimo rappresentato diversamente. E messo fuori di contestazione che una parte dei beni che spettavano a questo fondatore, siano essi nel territorio di Carmagnola, o in altre parti, è ancora attualmente posseduta dall'economato.

*Voci. No! no! (Mormorio)*

**SINEO.** Ci sono case in Torino che appartenevano a questo fondatore, sono cose notorie; esistono ancora, non furono consumate, non ne fu il valore convertito in altri usi, e si percepiscono dall'economato, come semplice amministratore, le rendite provenienti da questi beni. Ora io chiedo se non sia giusto, mentre c'è ancora questa rendita che si vede, che si tocca, che si gode, se non sia giusto il domandare che, invece di convertirla ad altri usi, una piccola parte della medesima vada a beneficio dell'istruzione pubblica di Carmagnola. Certamente l'economato ha fatto un atto di giustizia dello stesso genere di quello che noi invociamo, pagando certe annualità che provengono dallo stesso testamento, alle famiglie ivi contemplate.

Perchè dunque si vuole che il municipio in corpo sia messo in una condizione diversa dalle famiglie che tuttora esistono? Se il signor guardasigilli permette, e trova giusto che l'economato paghi le annualità a queste famiglie, perchè non si potrà anche dare qualche sussidio al municipio?

Si dice che il municipio non è nominato in quest'atto di fondazione, che non è menzionato in veruna parte degli atti fra vivi e d'ultima volontà di questo testatore, e che, non essendo nominato, non ha perciò diritto alcuno. Ma io prego il signor guardasigilli di volgere la mente ad una disposizione che non è nuova nel nostro paese, poichè la legge recente non fa che confermare le disposizioni antiche e i principii generali su questa materia che si ricavano dall'antica legislazione.

Il municipio è tutore necessario dei diritti che spettano al complesso degli abitanti di quel comune. Se avvi una fondazione la quale interessa evidentemente i cittadini di Carmagnola, il municipio, in virtù della legge comunale del 1848, ha diritto di invocare le ragioni che furono a favore dei suoi abitanti stabilite dagli antichi fondatori.

Non si può dunque dire che il municipio di Carmagnola invochi titoli che gli siano estranei, perchè sono titoli propri dei suoi abitanti.

Prendo atto dei segni dell'assentimento che il guardasigilli presta a questa dottrina, che sta scritta nelle nostre leggi antiche e moderne.

Se dunque il municipio può invocare questi diritti, se esso tuttavia si astiene dal fare istanza giudiziale, se esso dice soltanto « io chiedo una parte di ciò che apparterebbe ai miei amministrati, per sostenere questo collegio » io non vedo veramente come la Camera possa convenientemente passare all'ordine del giorno sopra una domanda così giusta e così discreta.

**LANZA, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze.** Domando la parola per un fatto personale.

L'onorevole preopinante, nel suo esordire, cominciò a dichiarare che il ministro di grazia e giustizia aveva preso a so-

stenere una tesi affatto erronea, unicamente per appoggiare il suo collega, il ministro dell'istruzione pubblica, il quale, come è ben naturale, non essendo perito in diritto canonico e avendo voluto entrare in questo arringo, ha detto dei gravi spropositi. Nel muovere tale censura, l'onorevole deputato si valse anche di un'altra frase, la quale non so sino a che punto possa dirsi decante; ma di questa sconvenienza ne lascio giudice la Camera.

Io non ho mai prestata tanta attenzione, come testè, alle parole dell'onorevole Sineo, appunto per conoscere in che consistessero questi grandi strafalcioni che, al dir di lui, io avrei pronunciati in diritto canonico; ma, con mia meraviglia, rilevai che, dopo aver arrischiato con molta leggerezza quella frase, l'onorevole Sineo non è venuto a provare nulla in proposito, nè ha citato un solo di quei grossi strafalcioni in diritto canonico che io abbia detto; e si che sfido a citarli, giacchè mi sono ben astenuto di entrare in questo campo. Infatti, ognuno di voi è testimone che quando giunsi alla parola *diritto*, ho immediatamente soggiunto: io non mi inoltro in questa questione, perchè non ne sono competente, e lascio questa tesi all'onorevole mio collega il ministro di grazia e giustizia.

Dunque ben vede l'onorevole preopinante che, se io non ho fatto prova di scienza, almeno ho fatto prova di discrezione; ed invito l'onorevole preopinante a trattare del pari coi ministri. (*Bravo! Bene!*)

**SINEO.** Domando la parola.

Mi rincrescerebbe di aver usata una parola, la quale non fosse adatta a ciò che il signor ministro aveva detto. Io ho annunziato fin da principio che non aveva potuto assistere alla discussione precedente; ma ciò che io diceva io ricavava dalla parte della discussione alla quale ho assistito.

Quando l'onorevole Valerio rispondeva al signor ministro, egli, per combattere le proposizioni che eransi messe innanzi intorno al carattere della donazione di cui si tratta, invocava, e non nega di averli invocati in suo favore, il *Ferraris* ed il *Dictionnaire de la conversation* di Parigi; ed io stesso ho veduto il signor ministro dell'istruzione pubblica comunicare all'onorevole Valerio l'elenco dei gesuiti stampato in Torino.

Se ho qualificato questo contegno con parola troppo dura la ritiro ben volentieri; il mio intento era soltanto di dichiarare che io considerava questo modo di argomentare come sommamente erroneo, come tale che era impossibile che il signor guardasigilli, versato come è nel diritto civile e nel diritto canonico, potesse adottarlo. Ed è per ciò che ho attribuito alla somma cortesia, di cui egli suole valersi con tutti i suoi colleghi tanto ministri che deputati, l'aver voluto fare un giro intorno alla questione, evitando di trattarla direttamente.

Se il signor ministro dell'istruzione pubblica non si è fondato nè sul *Ferraris* nè sul *Dictionnaire de la conversation*, se non ha avuto intenzione di appoggiare la sua negativa a Carmagnola sul semplice elenco stampato a Torino dai padri gesuiti, allora dichiaro realmente, che la mia critica alle sue parole sarebbe insussistente e non sarebbe che l'effetto di un involontario errore. Ma qualunque sia il torto dell'oratore, credo che la Camera non vorrà che questo torto ridondi sulla questione.

Si tratta del comune di Carmagnola, il quale non è accusabile di indiscrezione perchè domanda poco ed in termini molto convenienti. Questo poco che domanda in termini molto convenienti credo aver provato che è fondato in diritto, perchè non si può mettere in dubbio il diritto del comune di Carmagnola, salvo si metta in dubbio che realmente il fondatore di

cui si tratta ha voluto destinare i suoi beni alla pubblica istruzione in Carmagnola. Ora questo dubbio non è ammissibile; è evidente, è certo, è indubitabile che il fondatore di cui si tratta ha destinato i suoi beni alla pubblica istruzione.

Su questi beni di grande rendita, che sono in parte tuttora amministrati dall'economato, vi si chiede un sussidio per mantenere l'insegnamento secondario in quella città. Non potete decentemente respingere questa discretissima e moderatissima domanda.

*Voci.* Ai voti! ai voti!

**LANZA**, ministro dell'istruzione pubblica, incaricato del portafoglio delle finanze. Mi permettano: questa è una questione personale e di tutta delicatezza e non posso lasciarla passare senza dir parola, giacchè l'onorevole preopinante ha voluto testè far mostra d'interpretare come questione di diritto canonico quella che riguarda la distinzione tra casa e collegio gesuitico. Siccome di passaggio ho fatto pur io cenno di tal distinzione ed ho dimostrato di credere che i gesuiti promiscuamente si servissero della parola *casa* o *collegio*, non credo però di avere con ciò agitato una questione di diritto canonico, ma contestato solo un fatto asserito da parecchi scrittori più o meno autorevoli. L'onorevole Sineo non vuole però riconoscere nè l'autorità del padre Ferraris autore di un dizionario di diritto canonico, nè quello del *Dictionnaire de la conversation*, che gode però credito presso tutti quelli che lo hanno letto; ma sia pure come egli giudica di questi autori. Ma non si nascondano le altre autorità ben più irrefragabili che ho pure citato, cioè quella del padre Laynez, successore di Lodiola, che appunto a Parigi ha dato la denominazione di collegio alla prima casa di gesuiti colà stabilitasi sullo scorcio del secolo xvi.

Vi ha di più; ho citato il catalogo ufficiale pubblicato per cura dei gesuiti di Torino, in cui c'è tutto il personale, e vi sono tutti gl'istituti diretti da questo sodalizio in Piemonte, e ho detto che in questo catalogo ufficiale che si stampò in To-

rino nell'officina di Giacinto Marietti nel 1842, per cura degli stessi gesuiti, la loro casa in Torino, situata nel locale dei Ss. Martiri, è denominata *Taurinense collegium Ss. Martyrum*, eppur tutti sappiamo che nessuna scuola pubblica esisteva nel tempo dei gesuiti in quel sito, ma bensì era la casa o il convento dell'ordine; questa mi pare una circostanza sufficiente per giustificare l'opinione di coloro che suppongono, se non con certezza assoluta, almeno con qualche probabilità che si usi dai gesuiti promiscuamente la denominazione di case o di collegi.

Ma, si dice, quel collegio dei Ss. Martiri era un noviziato di gesuiti; sia bene, e pare che fosse appunto l'intendimento di quel canonico Bardessano di fare un collegio di noviziato di gesuiti in Carmagnola; ma è questa una scuola nel senso che ora si vuole assegnare da tutti i propugnatori della petizione del comune di Carmagnola? Si è sempre voluto dare a credere che il canonico Bardessano con quell'istituzione volesse erigere scuole pubbliche a vantaggio del comune e non un noviziato di gesuiti.

Ma sia detto per l'ultima volta: questo argomento non parmi che meriti la pena di ulteriore discussione.

**VALEBIO.** Domando la parola.

*Molte voci.* Ai voti! ai voti!

**PRESIDENTE.** Metto ai voti le conclusioni della Commissione, perchè si passi all'ordine del giorno sulla petizione del comune di Carmagnola.

(Si passa all'ordine del giorno.)

La seduta è levata alle ore 5.

*Ordine del giorno per la tornata di domani:*

Discussione del progetto di legge per la cessione di 60 mila ettari di terreno demaniale dell'isola di Sardegna.